

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

En lutte contre la réforme des retraites

© LUTTE DE CLASSE



- **La menace d'une guerre Iran - États-Unis**
- **BlackRock**
- **L'économie américaine**
- **Le PC et les municipales de 1925**
- **L'intelligence artificielle**

Au sommaire de ce numéro

En lutte contre la réforme des retraites	1
Iran - États-Unis: la menace d'une guerre généralisée	6
BlackRock et le plan retraites de Macron	9
L'économie des États-Unis: un système démentiel et pourrissant	13
Le Parti communiste et les élections municipales de 1925	17
Derrière l'intelligence artificielle, l'exploitation continue	23

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

En lutte contre la réforme des retraites



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



En lutte contre la réforme des retraites

Partis en grève reconductible depuis le 5 décembre, les cheminots et les travailleurs de la RATP constituent, après six semaines de grève, le fer de lance de la lutte contre la réforme des retraites que veut imposer le gouvernement.

Promis par Macron au patronat, mais repoussé en raison du mouvement des gilets jaunes, le plan d'attaque gouvernemental contre le droit à la retraite a été dévoilé le 18 juillet dans le rapport Delevoye.

Au travers de multiples réformes depuis 1993, le droit à la retraite a pourtant déjà considérablement reculé. Ainsi, si l'âge moyen de départ en retraite était de 61,6 ans en 2009, il est aujourd'hui de 62,6 ans. Et, dans le même temps, la pension de retraite moyenne n'a cessé de chuter. En 2017, à 66 ans, un retraité touchait en moyenne 1 514 euros brut, l'équivalent du smic, contre 1 589 euros en 2013, soit une baisse de 4,8%.

Le projet du gouvernement est d'accélérer la baisse des pensions et faire reculer encore l'âge de départ en retraite. Le calcul du salaire de référence, non plus sur les vingt-cinq meilleures années dans le privé ou les six derniers mois dans le public, mais sur l'ensemble de la carrière, représentait la première amputation. L'instauration d'un âge pivot, initialement fixé à 64 ans mais destiné à reculer ultérieurement, représentait une seconde amputation et un recul de l'âge de départ, sous peine de décote et de retraite misérable. L'instauration de la retraite par

points laissait enfin les mains libres aux futurs gouvernements d'en baisser la valeur, et donc le montant des pensions. Sous prétexte d'universalité, le gouvernement voulait mettre fin aux régimes spéciaux, visant non seulement les travailleurs du secteur public, mais faisant main basse au passage sur quelque 30 milliards de réserves de plusieurs régimes, notamment de professions libérales ou paramédicales.

Plusieurs éditorialistes ou économistes se sont étonnés de sa précipitation, compte tenu du fait qu'il n'y avait aucune urgence ni de réel déficit des régimes de retraite, résultat de la purge produite par les précédentes réformes. C'était ignorer l'avidité croissante de la classe capitaliste à vouloir mettre la main sur le moindre pécule des travailleurs, des chômeurs, des retraités, tout comme elle exige le dépeçage ou l'abandon des services publics, privés de salariés et de moyens. C'est à cette condition qu'un système qui prend l'eau de toute part, dont les fondations productives vacillent, parvient à verser des dividendes records aux actionnaires et à nourrir l'ogre de la finance. La paupérisation des classes populaires est indispensable au maintien des revenus de la classe capitaliste.

En ce sens, l'affrontement en cours sur les retraites est une bataille dans une véritable guerre sociale qui ne peut que s'intensifier entre les deux camps irréconciliables de la société : le capital et le travail, la bourgeoisie et les travailleurs.

Dès l'annonce du plan Delevoye, le premier secteur à relever le gant fut celui des travailleurs de la RATP. Pendant l'été, nombreux furent ceux qui firent leurs calculs et comprirent qu'ils perdraient plusieurs centaines d'euros par mois si cette réforme était appliquée. L'Unsa, qui a acquis à la RATP un poids électoral et militant non négligeable, appelait à une journée de grève le 13 septembre, bientôt ralliée par les autres syndicats. L'effervescence et la mobilisation à la base qui ont précédé cette journée annonçaient son succès : la grève fut massive ce jour-là, avec déjà une paralysie du métro et d'une grande partie des bus. C'est le même syndicat Unsa RATP qui, boudant l'appel à la journée interprofessionnelle de la CGT, Sud et FO le 24 septembre, appela à une grève reconductible à partir du 5 décembre.

Cet appel fut progressivement rejoint à la RATP par Sud, puis la CGT. À la SNCF, Sud-Rail et l'Unsa ferroviaire appelaient



LBC



LBC



LBC



LBC

Dans les manifestations du 9 janvier 2020.

également. La CGT cheminots s'y rallia finalement début novembre, suivie par la CFDT. Entre-temps, plusieurs mouvements, droits de retrait de roulants, grèves locales parties sans préavis dans plusieurs ateliers, montraient une volonté de la base d'en découdre. Dans l'enseignement, les principaux syndicats appelaient également à la grève reconductible.

À ce stade, les préoccupations des appareils syndicaux étaient variables. La CFDT cheminots réclamait, pour les seuls cheminots, la « clause du grand-père », réservant aux seuls nouveaux embauchés les méfaits de la réforme. Mais elle n'avait pas le monopole du corporatisme. Ainsi, interviewé dans *Le Parisien* du 1^{er} novembre sur la perspective d'une grève reconductible, Laurent Brun, secrétaire de la fédération des cheminots CGT, indiquait : « Pour ce qui est de la suite du 5 décembre, il faudrait que la direction de la SNCF et le gouvernement fassent des concessions importantes. Si, par exemple, il reporte la sup-

pression du statut, ce serait un geste fort. »¹ C'était donc avançant sur une préoccupation purement corporatiste, qu'à ce moment-là, la CGT cheminots entendait participer au mouvement, mais aussi éventuellement le quitter. Elle préconisait aussi à ses militants, dans une première période, de réclamer des « négociations sincères sur les revendications d'entreprise », en les formulant de manière très catégorielle.

Heureusement, la pression et la détermination de la base, de bon nombre de grévistes, syndiqués ou non, ont donné un tout autre caractère au mouvement, dénué de corporatisme. Et, en retour, la volonté affichée par le gouvernement de briser la résistance des travailleurs et de dénigrer les syndicats opposés à la réforme a poussé ceux-ci, en particulier le plus influent, la CGT, à adopter une politique et un langage combats, tentant de s'appuyer sur leurs militants et sur les grévistes pour essayer de renforcer la grève et de l'élargir à de nouveaux

secteurs.

Par la revendication unanime du retrait total de la réforme ainsi que par leurs efforts pour s'adresser aux autres travailleurs, les grévistes ont su gagner et conserver le soutien de l'opinion ouvrière et regrouper derrière eux leur camp, leur classe, alors que le gouvernement tentait de les discréditer auprès des autres travailleurs.

Ce mouvement est sans doute loin d'être fini. Mais, quelle qu'en soit l'issue, outre sa durée, il est déjà remarquable par le niveau de conscience et de détermination de la fraction la plus active des grévistes qu'il a mobilisés.

Le texte qui suit est l'intervention, le 10 janvier, en première partie du Cercle Léon Trotsky à Paris, de Monique Dabat, cheminote et animatrice de la grève à la gare du Nord. Elle évoque les caractéristiques de ce mouvement.

15 janvier 2020

Intervention de Monique Dabat, le 10 janvier à la Mutualité, à Paris



Comme vous le savez tous, avec mes camarades de la SNCF et de la RATP, nous sommes en grève depuis maintenant 37 jours et nous n'avons pas l'intention de nous arrêter là !

Tous ceux qui étaient dans les manifestations hier, à Paris

comme en province, ont pu le constater : nous étions de nouveau très nombreux dans la rue, avec nos banderoles, nos pancartes, et toujours la même revendication scandée dans tous les cortèges : le retrait pur et simple de la réforme des retraites !

Dans ces manifestations et dans les assemblées générales du matin, on pouvait sentir la détermination à ne pas lâcher et la fierté d'avoir relevé la tête !

Avec sa réforme des retraites, le gouvernement s'est lancé dans une épreuve de force avec les travailleurs de la SNCF et de la RATP, n'hésitant pas à envoyer sa police contre les manifestants. Hier, plusieurs

manifestants ont été frappés et interpellés sans raison et certains même mis en garde à vue.

La direction de la RATP a déjà lancé des procédures disciplinaires contre des grévistes pouvant aller jusqu'au licenciement. Ils voudraient nous intimider, mais ils ne font qu'augmenter la colère. Ils sont loin d'en avoir fini avec nous !

Cette réforme des retraites, c'est une attaque contre tous les travailleurs. Une attaque de plus, qui s'ajoute à de nombreuses autres. En multipliant les attaques, Macron a rendu tangible la lutte de classe, ce combat tantôt visible, tantôt souterrain, mais qui a lieu en permanence entre la classe qui

1 La fin du recrutement au statut à la SNCF, prévue par la réforme ferroviaire de 2018, était annoncée et a été mise en œuvre au 1^{er} janvier 2020.

exploite toutes les autres, et les exploités.

Cette classe, c'est celle que défendent Macron et Philippe, celle qui regroupe les véritables décideurs dans la société : la grande bourgeoisie, les propriétaires et les actionnaires des grandes entreprises, des sociétés financières et des banques.

Ce sont eux les véritables bénéficiaires de la réforme des retraites, dont le but est de nous faire travailler plus longtemps et toucher le plus tard possible une pension de retraite la plus faible possible. Passer à la retraite à points, calculée sur toute la vie au lieu de l'être sur les vingt-cinq meilleures années ou sur les six derniers mois, nous ferait perdre à tous plusieurs centaines d'euros sur la pension de retraite.

Le gouvernement a eu le culot de parler de justice et d'égalité, parce que le mode de calcul des retraites deviendrait universel. Mais si nous le laissons faire, ce sera l'égalité dans la misère.

C'est une attaque contre les conditions de vie de l'ensemble des travailleurs, auxquels patronat et gouvernement voudraient faire payer les conséquences de la crise de leur système. Les travailleurs en ressentent tous les jours les résultats catastrophiques et se sentent du côté de ceux qui sont dans la grève, même si tous ne se sentent pas la force d'entrer eux-mêmes en lutte.

Cette attaque est indissociable des attaques contre les chômeurs, dont les allocations baisseront une nouvelle fois au 1^{er} avril, mais aussi du blocage généralisé des salaires, des vagues de licenciements, de l'explosion de la précarité, de même que des coupes dans les budgets du logement social, de l'école ou de l'hôpital, alors que chacun sait à quel point la situation est catastrophique dans les hôpitaux et notamment aux Urgences.

Tout cet argent pris sur les pensions des retraités, sur les conditions de vie de la population, qui se détériorent au rythme de la dégradation des services publics, permet à l'État de donner encore plus de subventions de toutes sortes à la grande bourgeoisie, afin d'aider les plus riches à s'enrichir encore plus.

Des députés et journalistes à leur service se chargent de justifier ce vol manifeste sur les retraites et dénigrent la grève, qu'ils prétendent corporatiste. Ils vont jusqu'à présenter comme des privilégiés des femmes et des hommes qui gagnent en un mois de travail utile à la société ce que tant de bourgeois gagnent en une heure sans rien faire. La seule justice serait que ce soit à tous ces riches de payer nos retraites!

C'est pour nous défendre contre cette agression que nous nous sommes mis en grève, à la SNCF et à la RATP. Nous n'avions que trop attendu pour réagir et nous opposer aux reculs imposés par le gouvernement. Nous avons fait assez de sacrifices. Cela fait des années que nous supportons les salaires bloqués, les suppressions de postes et l'augmentation de la charge de travail. Il était temps de dire : « Ça suffit! »

Le gouvernement veut faire la démonstration qu'il est capable de faire passer ses réformes, quelles que soient les réactions des travailleurs et sans avoir besoin de l'aide des directions syndicales.

Mais la détermination des grévistes, tout aussi grande que celle du gouvernement, a déjà fait reculer celui-ci. Il a dû introduire un tas d'exceptions à ce nouveau régime qu'il disait universel.

Nous sommes nombreux à ne pas avoir du tout envie de mettre fin à notre mouvement. Nous sommes nombreux à dire qu'il n'est pas question de faire

plus d'un mois de grève pour rien, et c'est justement quand on est convaincu de cela que l'on peut gagner. Le gouvernement n'a pas pu se débarrasser des gilets jaunes, qui continuent à se mobiliser et à manifester. Il est fort possible qu'il ait tout autant de mal à se débarrasser de tous ceux qui sont dans le mouvement aujourd'hui. C'est un caillou dans la chaussure qu'il peut garder encore un moment car, tant que des travailleurs seront en colère et tiendront à l'affirmer, Macron les aura contre lui.

Cette grève, qui par sa durée met en difficulté le gouvernement, est un premier acquis du mouvement. Mais l'acquis le plus important, c'est l'expérience que sont en train de faire les grévistes. Il y a toute une génération de travailleurs pour qui c'est la première grève, et elle laissera forcément des traces importantes dans leur conscience. Ils découvrent que la lutte de classe est une véritable lutte, et ils ne sont pas près de l'oublier.

Ils découvrent qu'il y a deux camps dans la société, le camp des travailleurs d'un côté, le camp des exploités et de tous leurs larbins de l'autre. Ils découvrent que les travailleurs font tourner toute la société et que, lorsqu'ils se mettent en grève dans un secteur, c'est tout le secteur qui est à l'arrêt. Et



ce n'est pas un hasard si nos autocollants «La force des travailleurs, c'est la grève!» s'arrachent comme des petits pains dans les manifestations...

Ces jeunes qui apprennent dans la bagarre compteront pour l'avenir. Ce sont de nouveaux combattants de la lutte sociale qui sont en train de se former aujourd'hui à travers leur grève.

Tous ceux qui sont dans cette grève font aussi l'expérience d'un mouvement qui n'est pas corporatiste, dans lequel on se retrouve à se battre côte à côte avec d'autres secteurs pour défendre nos intérêts communs, nos intérêts de travailleurs. La seule revendication du mouvement est le retrait pur et simple de la réforme, et elle concerne bien tous les travailleurs. Dans toutes les assemblées générales de grévistes, il y a cette fierté de ne pas se battre que pour nous.

Les cheminots ont trop souvent été enfermés dans des revendications corporatistes par les directions syndicales, qui justement cherchaient à éviter une contagion de nos grèves à d'autres secteurs. Ce fut le cas, par exemple, en 2016 lors de la loi El Khomri. Alors que l'ensemble des travailleurs étaient attaqués par la loi travail, les cheminots ont été enfermés dans des revendications corporatistes, notamment sur la convention collective de la branche ferroviaire. Ce n'est pas le cas dans le mouvement actuel, et c'est tant mieux!

Sortir de ce corporatisme permet de mettre en avant le fait que nous ne formons qu'une seule classe ouvrière et que nous avons les mêmes intérêts à défendre et une seule façon de les défendre : nous retrouver le plus nombreux possible en grève et dans les manifestations.

Cela a aussi rendu plus naturel pour les grévistes de différents secteurs d'aller voir d'autres grévistes sur des pi-

quets de grève ou dans des assemblées générales, mais aussi d'aller à la porte d'entreprises qui n'étaient pas en grève, pour discuter avec les travailleurs.

Tous ces comportements, à l'opposé des attitudes corporatistes, ont également changé le regard des autres travailleurs sur notre grève. Cela s'est vu dans les sondages d'opinion et également dans des discussions. Nombreux sont ceux qui ont pris conscience que nous étions dans le même camp, que notre mouvement était aussi le leur, que nous avions les mêmes intérêts qu'eux et qu'ils avaient tout intérêt à ce que l'on gagne et que l'on obtienne le retrait de la réforme.

Ce sentiment que tous les travailleurs sont dans le même bateau et que l'on a tous les mêmes intérêts à défendre est aussi un acquis de la grève et un point positif pour l'avenir.

Bien sûr, le mouvement a été lancé par les directions syndicales, mais s'il a marché, s'il dure encore aujourd'hui, c'est parce qu'il a rencontré la colère des travailleurs. Ils s'en sont emparés et ils ont appris très vite à fonctionner en assemblées générales. Et, contrairement à bien d'autres situations, les directions syndicales ont été assez tolérantes par rapport à ça.

Les travailleurs en grève ont appris à discuter de leurs problèmes, à organiser leurs actions, à rédiger et imprimer un tract ou confectionner une banderole. C'est un apprentissage très important pour l'avenir.

Nous, communistes révolutionnaires, nous faisons nôtre la devise de Marx «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*». Nous pensons que les travailleurs seront capables de diriger la société tout entière infiniment mieux que les dirigeants capitalistes... et à plus forte raison de diriger leur propre grève.

Des travailleurs ont découvert cela dans le mouvement. Et dans certains endroits, parfois à l'initiative de nos camarades, ils ont compris que prendre des décisions en assemblée générale ne suffisait pas pour les voir exécutées. Ils ont élu des comités de grève chargés de cela.

Alors oui, nous sommes fiers d'avoir relevé la tête et de nous être lancés dans une lutte que tous les travailleurs seront amenés à engager tôt ou tard pour ne plus subir les attaques répétées du grand patronat.

Il y aura nécessairement d'autres luttes après la nôtre, parce que la bourgeoisie, aiguillonnée par la crise de son économie, se bat bec et ongles pour préserver et accroître ses richesses. Et elle va continuer de le faire, même si cela signifie plonger dans la misère une fraction croissante de salariés, poussés vers la précarité ou le chômage. La bourgeoisie ne nous laissera pas le choix, elle nous obligera à nous défendre si on ne veut pas crever!

Ces bourgeois cyniques, ces parasites de la société qui vivent du travail des prolétaires, sont d'un mépris sans borne pour les travailleurs. Ils ne les imaginent pas autrement que soumis et dociles.

Mais nous, les travailleurs, nous savons nous défendre. C'est cette démonstration que nous faisons aujourd'hui à plusieurs milliers, et nous espérons que les travailleurs la feront à une tout autre échelle demain.

Nous espérons que les millions de femmes et d'hommes qui se reconnaissent dans la contestation actuelle, qui la soutiennent, prendront demain le chemin de la lutte. Nous souhaitons que l'expérience acquise dans ce mouvement par des milliers de travailleurs serve à tous dans les mois et les années à venir. Car le combat est loin d'être terminé.



Iran - États-Unis : la menace d'une guerre généralisée

Les tensions militaires croissantes au Proche-Orient ont transformé cette région en une gigantesque poudrière. Et en faisant assassiner un des plus hauts responsables militaires iraniens par un drone de l'armée américaine, le président des États-Unis Donald Trump a pris le risque d'enclencher une réaction en chaîne guerrière.

Le général Ghassem Soleimani, qui a été visé par le missile américain, commandait depuis plus de vingt ans les troupes d'élite de la Force Al-Qods chargée des opérations militaires extérieures et de renseignement du régime iranien. Soleimani était lié au plus haut dirigeant politique et religieux d'Iran, le Guide de la révolution, Ali Khamenei.

Son assassinat a été considéré comme une énorme provocation et le pouvoir iranien a utilisé à plein la situation pour attiser le nationalisme et resserrer les rangs derrière lui en pointant du doigt l'ennemi américain. Mais sa réponse militaire s'est révélée, au bout du compte, très mesurée. L'Iran a lancé une vingtaine de missiles sur deux bases militaires irakiennes où se trouvent des soldats américains. Ces missiles n'ont fait aucune victime, notamment parce que le régime iranien avait pris soin de prévenir les autorités irakiennes juste avant.

LE RÉGIME IRANIEN, DE LONGUE DATE DANS LE VISEUR DES ÉTATS-UNIS

Depuis sa mise en place en 1979, le régime iranien est la

bête noire des dirigeants des États-Unis. Car même si la dictature des mollahs s'est installée en étranglant l'élan révolutionnaire des masses iraniennes, elle a pris la place de celle du chah d'Iran qui était un des plus solides piliers de la domination des États-Unis dans la région, autant que l'est l'Arabie saoudite, si ce n'est plus.

Les dirigeants américains ont parfois cherché à abattre militairement ce régime. Ce fut le cas lorsqu'ils ont poussé le dictateur irakien Saddam Hussein à se lancer dans une guerre contre l'Iran, de 1980 à 1988, qui fut un véritable carnage pour les populations de ces deux pays. Parfois, les dirigeants américains se sont limités à des pressions économiques.

Lorsque Daech a instauré sa domination sur la Syrie et l'Irak, les États-Unis ont fait le choix de laisser jusqu'à un certain point les mains libres à l'Iran et à ses alliés militaires d'Irak, de Syrie et du Liban pour lutter contre l'organisation djihadiste. C'est à cette époque que fut signé l'accord sur le nucléaire iranien. Mais une fois Daech considérablement affaibli, les dirigeants américains ont cherché à empêcher l'Iran de profiter de ses victoires pour

étendre son influence dans la région. Et les pressions économiques et politiques sont redevenues de plus en plus sévères. C'est avec l'élection de Trump que cela s'est enclenché. Mais l'hostilité au régime iranien est une constante de la politique des États-Unis depuis 1979, quel que soit le président en place.

Depuis deux ans, les sanctions économiques américaines, auxquelles les autres pays occidentaux se sont largement pliés, ont fait s'effondrer l'économie du pays. Ses exportations de pétrole, qui étaient sa première source de revenus, ont presque été divisées par cinq. Pour la population pauvre iranienne, les conséquences ont été dramatiques. Les prix moyens ont presque doublé. Et en novembre dernier, des émeutes survenues initialement contre des hausses des prix de l'essence ont touché plusieurs villes du pays. Elles ont été féroce ment réprimées. Il y eut plusieurs centaines de morts, peut-être plus de 1500.

Dans ces conditions, après la provocation de Trump, le régime iranien n'a pas fait le choix d'une réponse militaire forte qui aurait impliqué le risque d'une fuite en avant vers un affrontement militaire avec les États-Unis et leurs alliés de



Manifestation contre la vie chère en Iran, en novembre dernier.

la région, l'Arabie saoudite et Israël. Ni les États-Unis ni l'Iran n'auraient intérêt à une guerre, dont les conséquences seraient incalculables. Mais le rapport des forces est tel que les États-Unis ont pu se permettre cette provocation en obligeant le régime iranien à encaisser sans pouvoir réellement répondre.

Et puis, le régime iranien pouvait penser y trouver son compte. Après les explosions sociales contre la vie chère du mois de novembre dernier, l'assassinat de Soleimani était l'occasion d'exacerber le sentiment d'unité nationale. Et les funé-

railles organisées dans tout le pays en l'honneur du martyr ont attiré des foules considérables. Le geste de Trump était d'une certaine manière un cadeau à la dictature religieuse.

Mais un événement est venu compromettre ce calcul des dirigeants iraniens. La nuit même où ils lançaient des missiles contre les bases militaires irakiennes où se trouvaient des contingents américains, leur propre armée a abattu par erreur un avion de ligne qui transportait 175 passagers et membres d'équipage, en grande majorité des Iraniens et des bi-

nationaux canado-iraniens.

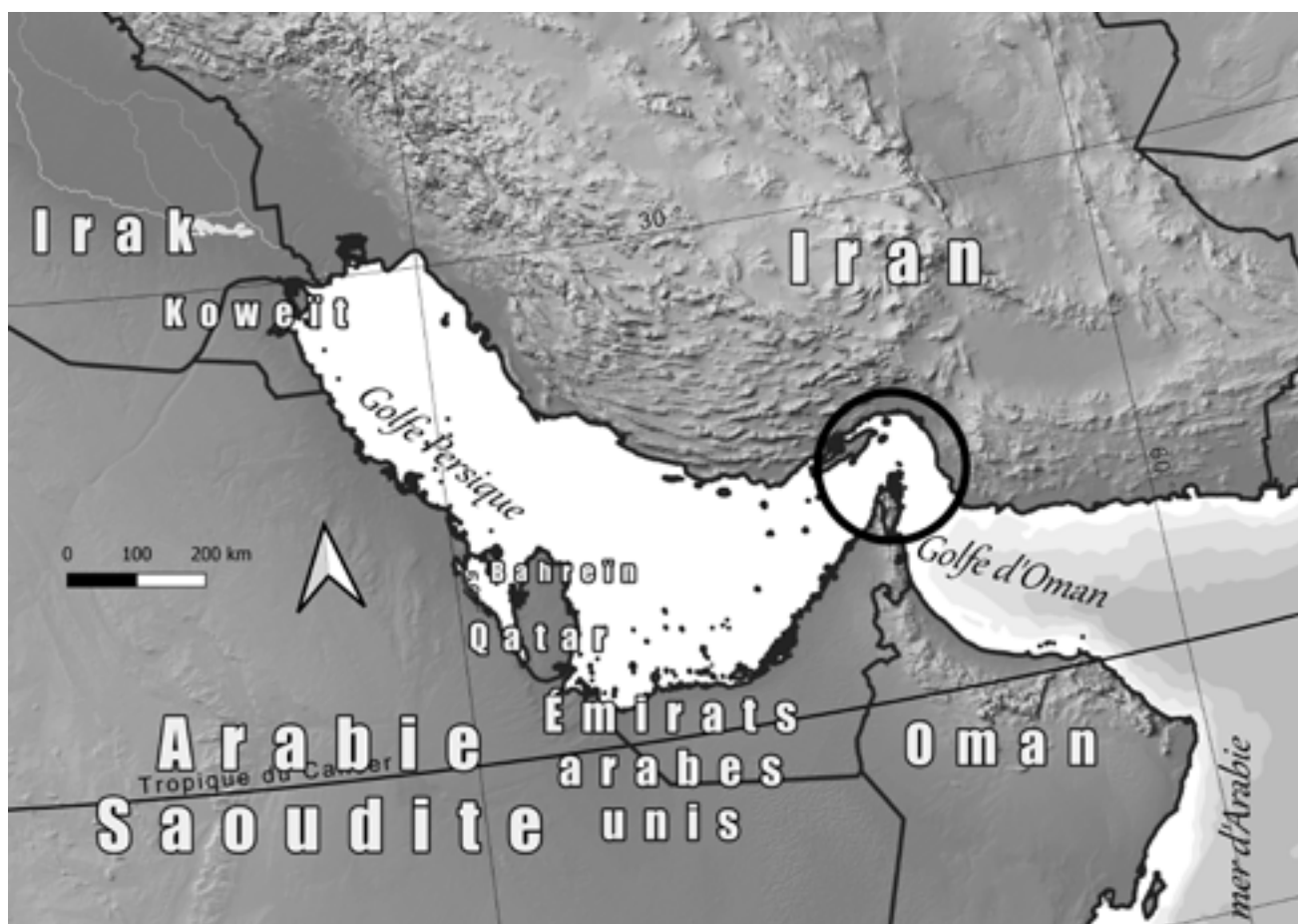
Après avoir nié pendant plusieurs jours, le régime a dû avouer sa responsabilité, ce qui a déclenché une vague d'indignation dans tout le pays. Des rassemblements antirégime dénonçant le pouvoir avec des slogans comme « *Mort au tyran!* » ont eu lieu dans la capitale Téhéran et dans des villes de province. La presse s'est fait le relais de cette indignation, titrant à l'adresse du gouvernement : « *Excusez-vous! Démissionnez!* » Même un journal progouvernemental titrait : « *Impardonnable* ». Et, compte tenu de la situation de grave crise économique dans le pays, il est possible que cela relance la contestation sociale.

LES MENACES DE GUERRE ET DE KRACH FINANCIER

Mais l'assassinat de Soleimani commandité par Trump a eu des conséquences bien au-delà de l'Iran. Son annonce a fait chuter les places boursières mondiales et inquiété tous les chefs d'État des grandes puissances.



Les Iraniens sont également sortis samedi 11 janvier pour crier leur colère contre le pouvoir.



Le détroit d'Ormuz, entre le golfe Persique et le golfe d'Oman.

Sur le fond, parce que cette provocation pouvait avoir des conséquences incalculables. Toutes les puissances régionales sont sur le pied de guerre ou déjà carrément engagées dans des guerres locales. L'Iran a envoyé des troupes en Irak et en Syrie et a des liens étroits avec les milices du parti religieux chiite Hezbollah au Liban. La Russie a envoyé plusieurs milliers de soldats en Syrie. La Turquie a envahi le nord de la Syrie pour en chasser les milices kurdes et vient d'envoyer plus de mille soldats en Libye. L'Arabie saoudite mène sa guerre terriblement meurtrière au Yémen. Israël a récemment bombardé des sites militaires iraniens en Syrie. Et les États-Unis ont plus de trente mille hommes répartis dans plusieurs bases militaires du Golfe, dont plus de 5 000 en Irak. Le Proche-Orient est au bord d'une guerre généralisée.

Ces tensions se sont aussi

répercutées dans le domaine économique. Dans cette région où est produite une part très importante du pétrole mondial, et où les bruits de bottes n'ont jamais cessé depuis plus d'un siècle, toute poussée de fièvre guerrière réveille « le spectre d'un choc pétrolier » comme l'a titré à sa une le quotidien économique *Les Échos*.

D'un côté, les capitalistes craignent pour les capacités de production de pétrole qui pourraient être détruites dans cette région, notamment là où des firmes américaines ont récemment investi, comme en Irak. Ils craignent également les conséquences éventuelles d'un blocage du détroit d'Ormuz, entre la péninsule arabique et l'Iran, détroit par lequel passe 20 % de la production mondiale de pétrole. De l'autre, ils se rassurent en disant que des pays du Golfe ou la Russie pourraient augmenter leur production de pétrole pour compenser.

Mais dans une situation économique mondiale hautement instable, où la spéculation a pris une ampleur gigantesque et où les capitaux peuvent se déplacer à la vitesse de la lumière, la moindre mauvaise nouvelle peut déstabiliser un secteur comme celui du pétrole et, par réaction en chaîne, faire plonger toute la finance mondiale. La crise économique est fondamentalement la cause des tensions politiques et militaires à l'échelle mondiale. Mais en retour, ces tensions peuvent aggraver la crise économique et faire s'effondrer les marchés financiers.

Une allumette comme celle que Trump a craquée pourrait déclencher un embrasement guerrier aussi bien qu'un krach financier. Mais ce n'est que l'amorce. La menace vient de l'état de décomposition et d'instabilité dans lequel se trouve le système capitaliste dans son ensemble.

15 janvier 2020



BlackRock et le plan retraites de Macron

La promotion au 1^{er} janvier de Jean-François Cirelli, l'actuel patron de BlackRock France, Belgique et Luxembourg, au rang d'officier de la Légion d'honneur a suscité une légitime indignation parmi tous ceux qui combattent depuis plusieurs semaines le plan de refonte du système des retraites. Comment ne pas y voir une forme de provocation ou de cynisme démontrant la volonté du gouvernement Macron-Philippe de faciliter l'accès des vautours de la finance aux produits d'épargne retraite ? Mais il y a également beaucoup d'hypocrisie et d'omissions à propos de ce véritable monstre de la finance qu'est BlackRock et de ses concurrents, eux, bien français. Car, au-delà de cette question des retraites, et des centaines de milliards sur lesquels il lorgne, BlackRock illustre avant tout mieux que toute autre société le degré de pourriture de l'économie capitaliste.

BLACKROCK : UN GÉANT DE LA FINANCE QUI S'EST REPU DE LA CRISE DE 2008

Bien qu'ayant repris, au fil de son essor depuis sa création en 1988 au sein de la banque Blackstone, un certain nombre d'activités menées par de grandes banques, comme Merrill Lynch ou Barclays, BlackRock, n'est pas une banque, car il n'effectue aucune activité de crédit. Cela lui permet, comme à bien d'autres « industries financières », d'échapper à tous les semblants de contrôle et de réglementation propres au secteur bancaire, notamment ceux mis en place depuis la crise de 2008. BlackRock n'est pas davantage un fonds de pension (ces sociétés qui collectent l'argent des retraites par capitalisation dans nombre de pays et spéculent avec). Cependant, les fonds de pension des principales puissances impérialistes, riches à milliards, font bien partie de ses principaux clients.

Ce groupe, encore inconnu du grand public jusqu'à une période récente, est aujourd'hui le numéro un mondial de ce que le jargon de la finance nomme les gestionnaires d'actifs. Son métier n'est évidemment pas de produire des biens matériels – c'est même la spécificité des activités financières – mais consiste à placer sur les marchés l'argent que lui confient ses clients, des particuliers mais surtout de richissimes investisseurs, à des taux plus rémunérateurs que ses concurrents. C'est le volume faramineux des capitaux qu'il aspire qui lui permet de s'imposer.

Avec 6 300 milliards d'euros sous sa gestion, BlackRock dispose en effet de fonds supérieurs aux richesses produites annuellement en France et en Allemagne, les deux principales puissances impérialistes du continent européen. Les Trois Grands de la gestion d'actifs, BlackRock, Vanguard et State Street, cumulent environ 13 500 milliards d'euros

de capitalisation, soit plus de quarante fois le budget annuel de la France. Ils contrôlent par ailleurs un bloc majoritaire d'actions dans 90 % des 500 plus grandes entreprises cotées aux États-Unis!

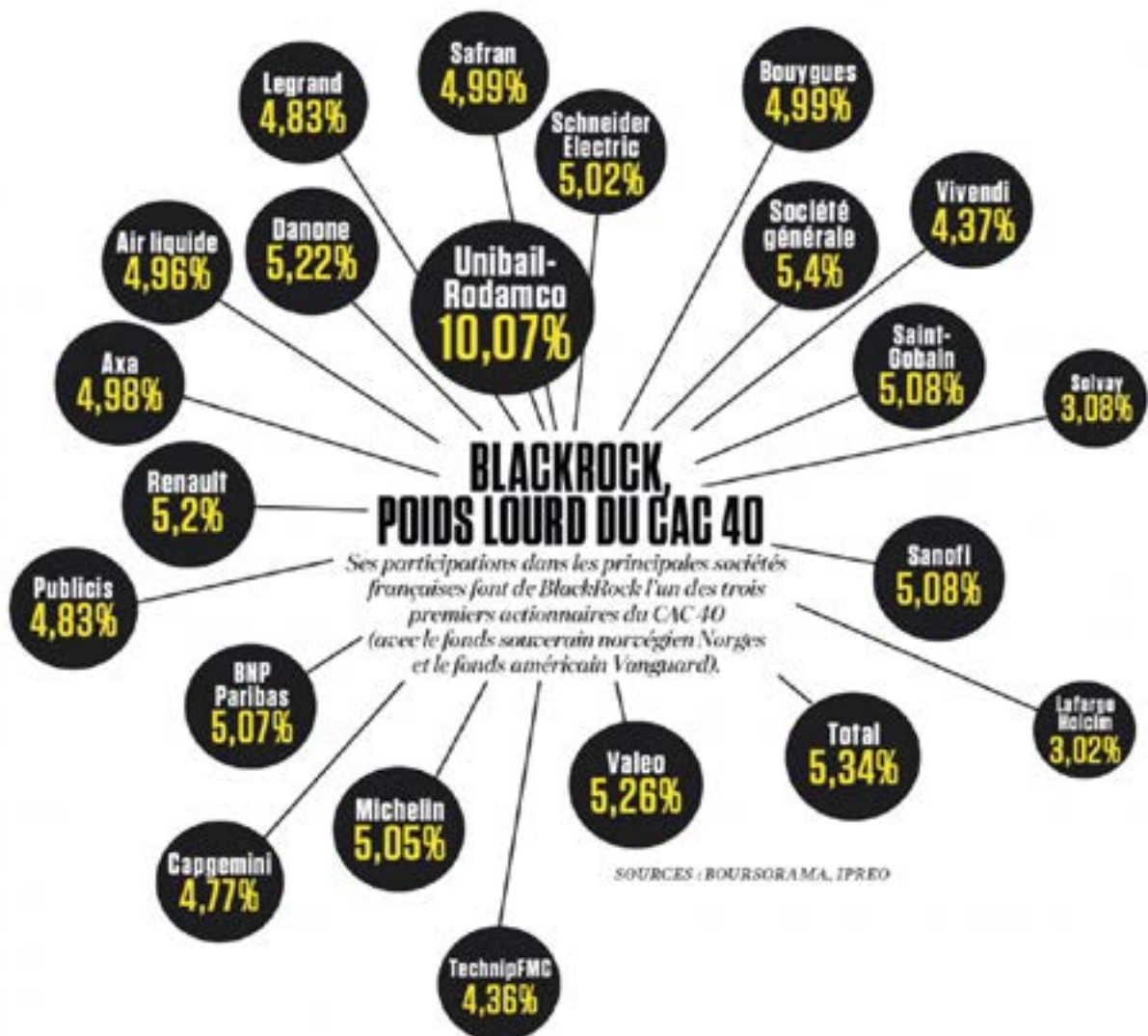
C'est peu dire que l'ascension de BlackRock a été fulgurante, puisqu'à l'issue de la première année d'activité du fonds, en 1992, ses actifs ne s'élevaient qu'à 17 milliards de dollars. Depuis une quinzaine d'années, il a multiplié ses activités et ses placements dans toute la sphère financière. Il s'est notamment taillé une place parmi les vautours du secteur en vendant des statistiques et des analyses chiffrées des risques pour optimiser les bénéfices sur les marchés financiers, et ce dans n'importe quel domaine d'activité. BlackRock a développé pour cela un outil propre, qui repose sur l'intelligence artificielle et répond au nom d'Aladdin, acronyme en anglais pour Réseau d'investissements en actifs, passifs, dettes et dé-

rivés. Ses supercalculateurs, qui surveillent en permanence jusqu'au plus anonyme des réseaux sociaux et accumulent des informations innombrables, sont à même de compiler en une fraction de seconde des millions de données en provenance de la planète entière à la seule fin de spéculer: c'est ainsi que la technologie la plus avancée est mise au service de l'activité la plus nuisible, mais aussi la plus consubstantielle au capitalisme. La dénomination Aladdin, en forme de clin d'œil au conte des *Mille et une Nuits*, est là sans doute pour exprimer l'idée que les vœux des investisseurs seront exaucés en voyant leur capital fructifier par la magie du marché et de sa prétendue science de la

prévision.

Mais c'est à la faveur de la crise des subprimes et de sa transformation en crise quasi généralisée que BlackRock s'est hissé parmi les géants de la finance. Son fondateur et président, l'ancien trader Larry Fink, devint en quelques semaines l'un des principaux conseillers des PDG des plus grandes banques, ainsi que du secrétariat d'État américain au Trésor et de la Fed, la Banque fédérale américaine. Cela lui valut d'être qualifié en 2010 par la revue *Vanity Fair* de «*principal acteur du renflouement de Wall Street par Washington*». Acteur, mais aussi bénéficiaire! C'est à BlackRock également que fut remise la charge de tester la solidité des systèmes finan-

ciers des gouvernements et des banques centrales de l'Union européenne à la même époque. Son actuel vice-président, Philipp Hildebrand, est un ancien président de la Banque centrale suisse. L'ancien ministre britannique des Finances, George Osborne, ayant en charge une réforme des retraites, de même que son chef de cabinet, Rupert Harrison, ont rejoint la firme au Royaume-Uni. Le conseil de surveillance de la filiale allemande est entre les mains de Friedrich Merz, ancien président du groupe CDU/CSU au Bundestag et un temps candidat déclaré à la succession d'Angela Merkel. Quant à l'officier de la Légion d'honneur Cirelli, président depuis 2006 de BlackRock France, il fut PDG



Quelques-unes des participations de BlackRock dans les grandes sociétés du CAC 40 en 2019.

de Gaz de France. Comme très haut fonctionnaire, il fut aussi un proche conseiller de Chirac, Raffarin et Fillon, notamment lors de l'adoption de la loi de 2003 sur les retraites, qui resterait, selon ses dires son plus grand sujet de fierté. Autant d'illustrations supplémentaires, mais très éclairantes, des liens entre chaque bourgeoisie et son appareil d'État.

Drainant des fonds de plus en plus gigantesques, provenant de groupes monopolistiques, y compris rivaux entre eux, la société fonctionne un peu à la façon dont les parrains de la Mafia fédéraient autour d'eux et sous leur menace différents chefs de clan et de famille. Quand elle intervient dans un secteur, c'est pour y dominer sans conteste.

BlackRock intervient par son portefeuille d'actions dans près de 15 000 conseils d'administration, dont le quart aux États-Unis, et est le premier actionnaire de 20 % des sociétés de ce pays dans les secteurs de la banque, de l'énergie ou de l'armement. Un tiers environ de ses actifs sont par ailleurs placés dans des fonds obligataires, c'est-à-dire liés aux dettes publiques ou des entreprises.

En France, selon l'observateur des multinationales Investigate Europe, BlackRock est l'actionnaire, parfois principal, de 172 des 525 entreprises françaises cotées. Il possède surtout des parts significatives d'au moins 19 des groupes du CAC 40, dont Atos, BNP Paribas, Michelin, Safran, Sanofi, Saint-Gobain, Société générale, Total ou Vinci, et probablement beaucoup plus. Cela lui permet d'être le premier bénéficiaire des dividendes versés par ces entreprises.

BLACKROCK ET LE PACTOLE DES RETRAITES

Il n'y a donc aucune raison

de s'étonner que l'un des principaux acteurs financiers de la planète ait vu avec gourmandise se profiler une réforme du système des retraites en France, voire qu'il l'ait peut-être en partie inspirée. L'un des traits principaux de la financiarisation actuelle de l'économie capitaliste est en effet le parasitisme qu'elle exerce sur les fonds publics y compris ceux qui échappaient jusqu'ici à son emprise.

Avec l'assurance qui prévaut dans la très grande bourgeoisie, BlackRock s'est donc réjoui sans mystère du vote de la loi Pacte, qui prévoit depuis mai 2019 un nouveau dispositif d'épargne retraite, avec force allègements fiscaux à la clé, le PER. Un plan d'épargne retraite qui s'est substitué aux différents fonds existants: notamment le Perc, le Perco et le Préfon, ce dernier étant réservé aux fonctionnaires. Distribuant les bons points au gouvernement, BlackRock lui avait alors transmis quelques recommandations « *indispensables pour réussir la réforme des retraites* ». Parmi elles, on trouvait l'idée « *d'imposer à terme la mise en place des dispositifs d'épargne retraite de type auto-enrolment* »: dans ce type de système, qui fonctionne déjà partiellement aux États-Unis (depuis 1998 pour les nouveaux salariés), en Italie (depuis 2007) ou au Royaume-Uni (depuis 2012), la souscription à un fonds de pension privé deviendrait quasi automatique, pour ne pas dire obligatoire, un peu à la façon dont l'adhésion à une complémentaire santé collective a été imposée en France en 2016.

Il faut dire que le dispositif d'épargne retraite français actuel ne draine que 230 milliards, bien en deçà de ce qu'il représente dans certains pays de puissance économique comparable. Cirelli a donc ouvertement évoqué au bienveillant

Macron son espoir de voir porter cette somme à 300 milliards sous l'effet de la réforme engagée. C'est la publication de ces notes passées jusque-là complètement inaperçues, en plein mouvement de grève contre les retraites à la sauce Macron-Philippe, qui a donné une saveur particulière à ses propos.

PAS TOUCHE AU GRISBI FRANÇAIS!

Mais il y a beaucoup d'hypocrisie chez ceux qui se sont insurgés des propos d'un Cirelli sur l'épargne retraite et la capitalisation des pensions qu'elle induit. Car avec 27,4 milliards d'euros d'actifs gérés sur environ 4 000 milliards d'euros, la part de marché de BlackRock en France est inférieure à 1%. L'épargne retraite est largement dominée sur le marché national par les filiales des grandes banques françaises, ce que se sont bien gardés de souligner les contempteurs de BlackRock, bien trop soucieux de préserver les intérêts de la bourgeoisie française.

La gestion d'actifs reste d'ailleurs l'un des atouts maîtres de la finance tricolore. Le leader européen Amundi, filiale du Crédit agricole, revendique 1 425 milliards d'euros d'encours dans le monde. Natixis IM cumule 831 milliards d'euros; la filiale de gestion de l'assureur AXA, 750 milliards; la branche de gestion du groupe BNP Paribas, 570 milliards. Même la Banque postale peut se prévaloir de 216 milliards d'actifs. Leurs actionnaires n'ont certainement pas envie de voir BlackRock, qui a les reins autrement plus solides qu'eux et bénéficie de l'appui ô combien puissant de l'État américain, leur tailler des croupières.

Sur le marché français de l'épargne retraite, la domination de ces mêmes capitalistes français reste également



Juillet 2019 : Macron reçoit grands patrons et financiers. Troisième en partant de la droite : Macron, puis Larry Fink, PDG de BlackRock et Yves Perrier, PDG d'Amundi, n°1 français de l'épargne retraite.

sans conteste à ce jour. Sur les quinze plus importants gérants d'épargne retraite, le seul étranger est la filiale de HSBC, à la septième place, avec 3,6 milliards d'encours, alors que BlackRock n'en a encore capté que 3. Olivier Marleix, député LR d'Eure-et-Loir qui a saisi la mal nommée Haute autorité sur la transparence de la vie publique pour contester le rôle tenu par BlackRock dans l'élaboration du projet actuel sur les retraites, ne s'est pas caché de vouloir ainsi défendre les intérêts de ces groupes, au nom d'une forme de patriotisme, tout comme un Dupont-Aignan, qui s'est fait une spécialité de défendre, dès qu'il en a l'opportunité, le chauvinisme le plus stupide.

Mais c'est aussi le terrain sur lequel se sont placés des responsables syndicaux et parmi d'autres à gauche, le secrétaire général du PCF, Fabien Roussel, reprochant à Macron dans une récente interview de ne pas être « *le garant de l'unité de la nation* » et de « *vendre notre système de retraite aux fonds de pension américains* » (émission Questions politiques,

France Inter du 5 janvier 2020).

Comme si l'agitation autour de BlackRock avait servi de leurre, on ne les a pas vus en revanche remettre en cause le système par points de l'Agirc-Arrco¹, cogéré de la même façon avec le patronat dans et sur le dos des salariés, ni contester la diminution récente du point de ces retraites complémentaires ou le système de bonus-malus dont les travailleurs sont victimes.

On ne les a pas entendus non plus contester le régime (certes facultatif) de retraite complémentaire des fonctionnaires Préfon dont les syndicats CGC, CFTC, CFDT et FO, parfaitement intégrés à la machine bureaucratique de l'État bourgeois et à ses valeurs, assurent la présidence tournante depuis sa création en 1964.

CONTRE LA DICTATURE DE LA FINANCE, LA DICTATURE DÉMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS

BlackRock présente sans conteste les traits repoussants

du capitalisme au stade actuel de décomposition et de financiarisation, sous une forme presque chimiquement pure : la concentration des capitaux en des mains de moins en moins nombreuses alors que la socialisation de la production est de plus en plus patente à l'échelle même de la planète ; la domination du capital financier, faite selon l'expression de Lénine « *de machinations et de tripotages* », et son interpénétration avec l'ensemble du grand capital ; les liens permanents et multiples avec les appareils d'État des pays où il intervient.

La taille même de ces groupes, dont BlackRock n'est que le plus édifiant et le plus tentaculaire, étouffe de plus en plus l'activité économique. Produit d'une économie capitaliste dont les marchés solvables ne peuvent plus s'étendre, la financiarisation développe en quelque sorte sa propre dynamique destructrice. Dans son ouvrage *Discipliner la finance*, dont les solutions se résument à une suite de vœux pieux sur la moralisation de la finance et les moyens de la faire maigrir, Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, écrit toutefois avec une grande lucidité sur ce monde qu'il connaît bien :

« *D'autres crises surviendront si la finance continue à gonfler et à se globaliser, et on peut même envisager une "crise financière apocalyptique", dont les causes possibles sont multiples.* »

BlackRock n'est qu'un des cavaliers de cette apocalypse vers laquelle nous précipite la marche chaotique de l'économie capitaliste si la classe ouvrière ne parvient pas à se hisser au niveau de sa tâche historique : libérer l'humanité de la dictature de la bourgeoisie.

15 janvier 2020

1 L'Agirc (Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres) gère depuis 1947 le régime de retraite complémentaire des cadres du secteur privé de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture. L'Arrco (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) gère depuis 1961 le régime de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés du secteur privé de l'industrie, du commerce, des services et de l'agriculture, cadres compris. Les deux ont fusionné le 7 janvier 2019.



L'économie des États-Unis : un système démentiel et pourrissant

Cet article est une traduction de la revue trotskyste américaine *Class Struggle* (n° 102, novembre-décembre 2019).

En juillet 2019, de nombreux reportages ont annoncé que la croissance économique en cours, débutée en juillet 2009 sur les cendres de la pire crise économique depuis celle des années 1930, a désormais dépassé en durée toutes les précédentes phases d'expansion de l'histoire du capitalisme américain. Mais ces reportages étaient trompeurs. Car elle a également la plus faible intensité de toutes. Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance de l'économie n'a en effet atteint que la moitié de celui de la précédente phase de croissance, elle-même plutôt poussive.

En outre, dès juillet, la prétendue croissance donnait des signes d'essoufflement. Fin juillet, la Réserve fédérale américaine (la Fed) déclarait que la production industrielle était entrée officiellement en récession, autrement dit qu'elle avait baissé sans interruption depuis le début de l'année.

LA PLUS FAIBLE CROISSANCE DE L'HISTOIRE

La production industrielle a commencé à baisser pour plusieurs raisons. D'abord, les marchés intérieurs tels ceux de l'automobile ou de l'électro-mé-

nager sont arrivés à saturation et les ventes dans ces secteurs stagnent ou reculent. À l'étranger, les plus gros marchés d'exportation, Union européenne et Asie, ne croissent plus ou sont en pleine récession. À cela s'ajoutent les guerres commerciales de Trump qui, réelles ou virtuelles, entretiennent un climat d'incertitude qui à l'évidence n'aide pas.

Le recul de l'industrie aux États-Unis y a entraîné celui d'autres secteurs et, au printemps 2019, l'investissement en capital fixe a commencé à chuter.

Les médias peuvent bien affirmer que l'industrie représente seulement une petite partie de l'économie américaine. Mais son influence s'étend bien au-delà de la production. Les marchandises irriguent toute l'économie, puisqu'il faut bien les charger dans des camions, des trains ou des bateaux, les transporter jusque dans des entrepôts, les acheminer jusque dans les commerces et les magasins, sans compter que le secteur financier se débrouille pour tirer profit de toutes les étapes des opérations.

La direction prise par l'industrie influe sur tout le reste de l'économie. Et en ce moment, elle est sur une pente descendante.

L'EXPLOITATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE S'ACCROÎT

Derrière cette très faible croissance, il y a la classe capitaliste elle-même. Elle a restauré ses profits après la récession de 2007-2008 en taillant dans les emplois, les salaires et les prestations sociales, ce qui signifie que le pouvoir d'achat de la population laborieuse s'est réduit. Les capitalistes n'ont donc pas investi dans l'économie réelle.

Pendant les dix années passées, la classe capitaliste a fait reculer le niveau de vie des travailleurs de mille et une manières. Les capitalistes ont fermé usines et ateliers dans telle région pour les réinstaller dans telle autre, dévastant au passage des villes et des régions entières. Ils ont imposé aux ouvriers d'énormes augmentations de productivité, forçant deux travailleurs à faire le travail de trois, élargissant les rangs des chômeurs tout en poussant les travailleurs restants au surmenage. Ils ont détruit des dizaines de millions d'emplois à plein temps relativement bien payés pour les remplacer par des emplois mal payés, occupés par des travailleurs en intérim, à temps partiel ou prétendument au-

toentrepreneurs. Et même les salaires des travailleurs en CDI à plein temps n'ont pas suivi le coût de la vie.

Tout au long de la dernière décennie, les porte-parole du gouvernement, les journalistes et les universitaires en ont fait des tonnes pour dissimuler cette offensive, en prétendant que la croissance de l'économie a amélioré les conditions de vie. Chaque mois, ils sortent une statistique du chômage qui, d'après eux, montre que le taux de chômage est tombé à un niveau historiquement bas, proclamant que la croissance de l'économie a permis de renouer avec le plein-emploi. Mais la réalité, c'est que le pourcentage de la population qui a un emploi a baissé. Aujourd'hui, il y a 7 millions de sans-emploi de plus qu'en 2007. Si le chômage bat des records, ce n'est pas à la baisse : il atteint en fait de nouveaux sommets. L'armée industrielle de réserve, comme disait Karl Marx, est en train de grandir.

Une illustration de la gravité du chômage, c'est que lorsque des sociétés annoncent des embauches, elles sont inondées de candidatures. En 2017, Delta Airlines a reçu 150 000 candidatures pour 1 200 postes disponibles de personnel navigant commercial ; en 2018, 125 000

candidatures pour 1 000 postes de plus. Tout cela alors que le salaire de départ, 25 000 dollars par an (soit 22 500 euros), n'a rien de mirobolant. Il y a plein d'anecdotes de ce genre. En août 2017, lors d'un salon de l'emploi à Baltimore, Amazon a reçu plus de 1 700 candidatures pour 60 emplois, avec des salaires proches du minimum légal. En 2013, les magasins Walmart à Washington DC ont reçu 11 000 candidatures pour 1 800 emplois.

Les médias et les experts officiels en économie glosent à propos du recul du niveau de vie. Chaque mois, ils font mine de s'étonner que les salaires n'aient pas augmenté depuis dix ans alors que règne, selon eux, le plein-emploi. Pas de hausse des salaires ? C'est le moins que l'on puisse dire ! Même selon le Bureau des statistiques du travail, les salaires hebdomadaires réels des ouvriers étaient en 2018 inférieurs de 9 % à leur montant de... 1972, presque un demi-siècle plus tôt.

Une large partie de la classe ouvrière vit au jour le jour, sans marge de sécurité. Même la Réserve fédérale, dans son Rapport sur le bien-être économique des ménages américains en 2018, constate que près de 40 % de la population ne disposent pas de 400 dollars pour

faire face à « *de relativement petites dépenses inattendues telles qu'une réparation automobile ou le remplacement d'un appareil électroménager cassé* ».

À cause de l'augmentation du chômage et des baisses de salaire, les travailleurs ont moins d'argent pour satisfaire leurs besoins. Pour maintenir leur niveau de ventes, les capitalistes ont poussé les travailleurs à s'endetter au maximum. Cela a permis aux capitalistes de vendre plus de produits et de services, pendant un certain temps. Mais le remboursement des dettes, avec tous les intérêts et les frais qui s'y ajoutent, a poussé un nombre record de familles vers le surendettement. Actuellement, 71 millions d'adultes, soit plus de 30 % des adultes de ce pays, ont des dettes en recouvrement. C'est ainsi qu'en dix ans une part croissante de la population laborieuse a été réduite à la pauvreté.

BAISSES D'IMPÔTS, CADEAUX ET PRÊTS GOUVERNEMENTAUX

Pour continuer à enrichir la classe capitaliste aux dépens de la classe ouvrière, le gouvernement, à tous les niveaux, a gavé la classe capitaliste, à coups de baisses d'impôts, de renflouements et de prêts, l'ensemble s'élevant à des milliers de milliards de dollars.

D'abord, le gouvernement fédéral a fait de larges coupes dans l'impôt sur les grandes entreprises et dans l'impôt sur le revenu des très riches. L'administration Obama, du temps où les démocrates contrôlaient les deux Chambres du Congrès (en 2014-2015), a rendu permanentes les baisses d'impôts mises en place par Bush en 2001 et 2003, alors que les démocrates, qui étaient alors dans l'opposition, les avaient dénoncées comme des cadeaux faits



Au bureau du chômage, sur l'écran : « Dernier rapport sur l'emploi ».



Protestation à Washington : « Les réductions d'impôts rendent 1 % de la population plus riche et 99 % plus pauvre. »

aux riches. En 2017, les républicains ont adopté une baisse d'impôt de 2 000 milliards sur dix ans, dont les principaux bénéficiaires seront in fine les capitalistes et leurs grosses sociétés. Les autorités ont abaissé l'impôt sur les sociétés à un tel point qu'il est tombé à son plus bas niveau, si on le rapporte au volume total des activités économiques.

Politiciens, économistes et porte-parole gouvernementaux ont justifié les baisses d'impôts en affirmant que les capitalistes remettraient dans l'économie l'argent gagné sur les impôts. Les baisses d'impôts sont supposées stimuler l'investissement, la croissance de l'économie et la création d'emplois pour tous. Ce n'est pas le cas. Il n'y a pas de nouveaux investissements, pas de créations d'emplois. Les capitalistes ont juste empoché l'argent pour leur propre compte.

Le gouvernement a aussi offert de juteux contrats aux plus grosses entreprises d'armement, qui sont parmi les plus grandes entreprises. Ces contrats ont augmenté avec le budget de la Défense, qui n'a pas cessé de croître ces cinq dernières années. En 2019, il était aussi élevé, après prise en compte de l'inflation, qu'il l'était au milieu des années

1970¹. Bien entendu, démocrates et républicains justifient ces dépenses d'une même voix en disant que, comme les baisses d'impôts, les dépenses militaires créent des emplois et de la croissance. En réalité, elles contribuent à diminuer le niveau de vie de la population travailleuse en réduisant les services sociaux dont elle bénéficie.

Toutes ces dépenses gouvernementales au profit des capitalistes ont généré un déficit annuel record du budget fédéral, qui devrait atteindre 1 000 milliards de dollars cette année. Ces déficits ont été creusés si rapidement qu'ils ont doublé la dette nationale en dix ans : elle est passée de 11 000 milliards en 2009 à 22 000 milliards en 2019. En raison de ces dettes, le gouvernement a payé des intérêts qui ont doublé en dix ans, pour atteindre 326 milliards de dollars, soit 8 % des dépenses fédérales. L'intérêt généré par la dette gouvernementale est une autre source intéressante de revenus pour les banques et la classe capitaliste... mais diminue encore les dépenses publiques à destination de la population.

Quant à la Réserve fédérale, elle a inondé les plus grandes banques de prêts à très bas taux d'intérêt, que les capitalistes

ont utilisés pour la spéculation, pas pour l'investissement.

Tous ces cadeaux aux capitalistes, pris dans leur ensemble, ont contribué à l'érosion du niveau de vie des travailleurs. Les dépenses d'éducation et de santé ont été réduites, de même que différentes formes d'aides aux pauvres ou aux handicapés ; les dépenses liées au développement ou à la maintenance des infrastructures de transport (comme les routes et les ponts) ont été drastiquement diminuées.

DE L'ARGENT QUI COULE À FLOTS

Qu'ont donc fait les entreprises de tout cet argent ?

D'abord, elles ont arrosé leurs plus gros actionnaires, la classe capitaliste. Selon William Lazouck, économiste à l'Université du Massachussets, entre 2014 et 2018 les 500 plus grosses sociétés cotées à la Bourse de New York (regroupées sous l'étiquette Standard and Poor's 500) ont à elles toutes dépensé 106 % de leurs bénéfices soit en dividendes soit en rachat de leurs propres actions. Autrement dit, elles n'ont pas seulement vidé leurs coffres de la totalité de leurs profits, elles se sont même endettées pour verser encore plus d'argent à leurs plus gros actionnaires.

En second lieu, elles se sont servies de leur argent pour fusionner ou se racheter les unes les autres. Souvent, ces sociétés ont restructuré et dépouillé de leurs actifs les entreprises rachetées, réduit les effectifs et liquidé le reste. Les grosses sociétés se sont achetées et vendues les unes les autres à un rythme record, pour près de 2 000 milliards de dollars par an depuis 2014, chacune tentant par ce biais d'augmenter sa part de marché. Ces sommes

1 NDLR : à l'époque de la guerre froide avec l'URSS.

représentent chaque année 10 % de toute l'économie des États-Unis.

En procédant ainsi, elles ont accumulé des montagnes de dettes. Les plus gigantesques des grandes entreprises, comme AT & T, Ford, Verizon, Comcast et GE, sont aussi celles qui ont le plus de dettes. AT & T s'est endetté jusqu'au cou, d'un montant estimé à 191 milliards de dollars après son rachat de Time Warner pour 85 milliards de dollars; il est devenu ainsi, selon Moody's, « parmi les entreprises non financières et non étatisées, la plus endettée de toutes ».

Les sociétés financières ont exploré chaque recoin du monde des affaires, mettant la main sur tout et n'importe quoi : chaînes de magasins vendant des vêtements ou des produits pour les animaux de compagnie, réseaux de médecins, géants de l'agroalimentaire, journaux, agences immobilières, loueurs de voitures, sociétés de fast-food, fabricants de pièces détachées, etc., pour les larguer quelques années après. Les sociétés financières chargent souvent les entreprises qu'elles achètent de tellement de dettes qu'elles les poussent à la faillite. Mais, longtemps avant de s'en débarrasser, les compagnies financières et leurs investisseurs prennent toujours soin de sucer ces entreprises jusqu'au sang.

Tout cela détruit des emplois, plus de 1,3 million ces dix dernières années rien que dans le commerce, selon certaines études. Et cela détruit des villes, creusant des trous énormes dans l'économie locale. Lorsque tel magasin ou superette ferme dans un quartier ouvrier, à la suite de la faillite d'un grand nom de la distribution, cela laisse souvent un grand vide.

Maintenant, avec le ralentissement de la croissance et la



Manifestation en 2015 pour un salaire horaire minimum à 15 dollars.

perspective imminente d'une récession globale survenant dix ans après la dernière en date, la dette des entreprises peut vite devenir un tel fardeau qu'un grand nombre d'entre elles pourraient être précipitées dans un cycle de faillites. Dans son dernier rapport sur la stabilité financière globale, le Fonds monétaire international souligne: « Au sein de huit pays parmi les plus développés, les grands groupes s'endettent de plus en plus alors que leur capacité de remboursement diminue. » En d'autres termes, les plus grandes entreprises sont en train de créer les conditions d'une nouvelle crise majeure.

Le système capitaliste est devenu si prédateur qu'il se dévore lui-même, sapant son économie et jetant les bases du prochain effondrement, qui pourrait être bien pire que celui d'il y a un peu plus de dix ans.

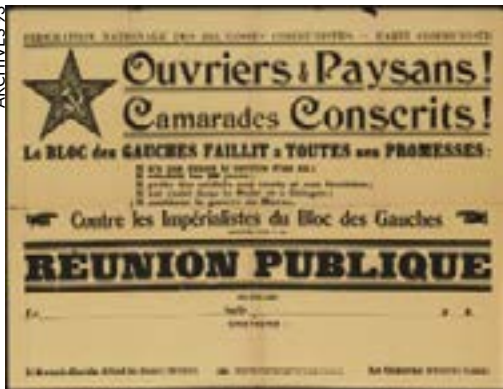
Tout au long de la dernière décennie, la classe capitaliste des États-Unis est devenue

plus parasitaire que jamais. Elle n'investit pas l'immense richesse qu'elle accumule. Au lieu de ça, leur course au profit mène les capitalistes à dévorer leur propre société. Cela montre à quel degré de pourriture et de dégénérescence leur système est arrivé. Les capitalistes créent eux-mêmes les conditions qui provoqueront des crises de plus en plus graves, auxquelles ils n'ont pas de solution. La société capitaliste est en bout de course.

Pourtant, l'humanité s'est dotée de la technologie et des capacités productives qui permettraient de satisfaire les besoins de chacun sur la planète, et d'atteindre de nouveaux niveaux d'épanouissement.

Ce qui est nécessaire à la classe ouvrière, la classe qui produit tout et fait fonctionner la société, c'est d'arracher le pouvoir à la classe capitaliste et de diriger la société, non pour le profit d'une toute petite minorité, mais pour les intérêts de chacun.

23 octobre 2019



Le Parti communiste et les élections municipales de 1925

À l'approche des élections municipales de mars 2020, il peut être utile de se rappeler la façon dont le mouvement ouvrier révolutionnaire les a abordées dans le passé. Nous avons récemment évoqué la particularité de la question municipale en France et la tactique élaborée par le Parti ouvrier de Jules Guesde et Paul Lafargue dans les années 1880 (*Lutte de classe* n° 203, novembre 2019). Nous proposons ici un aperçu de la campagne électorale du Parti communiste en 1925.

Les élections municipales des 3 et 10 mai 1925 furent les premières pour le Parti communiste, qui ne se disait pas encore « français » et se revendiquait fièrement de la révolution russe. Né fin décembre 1920, le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste, avait hérité des traditions électorales du Parti socialiste SFIO, de son passé révolutionnaire comme de l'adaptation sociale de ses élus.

Le jeune parti, qui tentait d'assimiler la tradition bolchevique, dut lutter pour se débarrasser des carriéristes prêts à tous les discours révolutionnaires pourvu qu'on les laisse tranquilles dans leur mairie, leur siège de député ou leur rédaction. Cette épuration ne prit effet qu'à la fin 1923, et bien imparfaitement : ainsi Marcel Cachin, modèle du genre opportuniste, est resté membre du parti et député jusqu'à sa mort en 1958. Les militants issus du syndicalisme révolutionnaire comme Alfred Rosmer, Pierre Monatte et d'autres, restés comme eux internationalistes pendant la guerre, ont alors assumé la direction politique du parti. Ce ne fut que pour quelques mois. La période

révolutionnaire inaugurée en février 1917 à Petrograd s'achevait, la classe ouvrière reculait dans tous les pays. En URSS, ce recul prenait le visage de la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline manœuvrant pour écarter Trotsky. Zinoviev, qui dirigeait l'appareil de l'Internationale communiste, favorisait dans chaque section nationale ceux qui acceptaient de condamner Trotsky.

Ainsi, en France, quelques dirigeants groupés derrière Albert Treint poussaient dehors Monatte et Rosmer, révolutionnaires chevronnés, dirigeants ouvriers, internationalistes intransigeants, premiers défenseurs en France de la révolution russe et, pour tout cela, liés à Trotsky. Prenant le pouvoir dans l'appareil et dans la presse, Treint entama une violente campagne contre Trotsky et ceux qui le défendaient. Encouragé par Zinoviev, il fut aussi soutenu par tous les caméléons à la Cachin qui ne craignaient rien tant que les révolutionnaires authentiques. La revue *Les Cahiers du bolchevisme* fut lancée en 1924 pour publier des pages et des pages hostiles à Trotsky, Rosmer et Monatte. Pour les mi-

litants ouvriers, dont la plupart étaient des jeunes révoltés sortis des tranchées et des grandes grèves de 1919 et 1920, les enjeux étaient bien difficiles à comprendre. Ils se ralliaient souvent à ceux qui avaient l'appui des Russes, c'est-à-dire de la troïka, sans voir que ces derniers dilapidaient l'héritage du bolchevisme. D'autant que Treint et son équipe entraînaient alors leurs camarades dans de difficiles et courageux combats. Malgré le début de bureaucratisation et la féroce lutte pour les places à la direction, le PC avait encore un langage révolutionnaire, y compris dans sa façon d'aborder les élections municipales. Il reprenait les leçons, datant des années 1880, des socialistes Jules Guesde et Paul Lafargue. Dans l'article des *Cahiers du bolchevisme* (13 février 1925) consacré à la tactique du parti dans ces élections, Treint rappelait par exemple une recommandation que Guesde adressa aux travailleurs de Lille : « On peut sans doute prendre la mairie avec des bulletins de vote, mais n'oubliez jamais que pour la préfecture il vous faudra des fusils. » Et Treint ajoutait que, si le PC défendait la libre gestion des

mairies, ce n'était pas par fédéralisme mais parce que les mairies conquises faciliteraient le travail révolutionnaire.

LE PROGRAMME ÉLECTORAL DU PC

Le parti avait élaboré un programme, valable pour toutes les listes du Bloc ouvrier-paysan, nom sous lequel il se présentait. La dénomination Bloc ouvrier et paysan voulait faire pièce au Bloc des gauches (Parti socialiste, Parti radical, socialistes indépendants, etc.) et au Bloc national, le bloc étant à l'époque l'appellation des alliances électorales. Le terme bloc se voulait également une application de la tactique de front unique prônée par l'Internationale et refusée, dans les faits, par le parti français. Des longs débats sur cette question, que nous ne retracerons pas ici, il ne restait donc en 1925 que l'appellation Bloc ouvrier et paysan et la réalité de listes communistes. Nous extrayons les passages suivants de son programme électoral :

«L'action municipale du Bloc ouvrier-paysan doit d'abord être mise au service de la lutte générale du prolétariat et contribuer expérimentalement à la formation de son esprit de classe.

§ 1 Elle doit toujours avoir l'initiative de la défense vigoureuse des intérêts locaux et immédiats des diverses couches de la population laborieuse citadine ou rurale.

§ 2 Lier constamment les situations locales à la situation générale, montrer que l'exploitation des prolétaires et des paysans sur les terrains particuliers et locaux qui font l'objet de l'action communale est intimement liée à leur exploitation en tant que classe sociale par le régime capitaliste tout entier. [...]

§ 6 Appuyer politiquement, moralement et matériellement les ouvriers et les paysans dans



Affiche anticolonialiste de la fédération de l'Oise pendant la guerre du Rif.



Des candidates du Bloc ouvrier et paysan, listes du PC aux élections municipales de 1925.

leurs luttes pour les revendications immédiates contre le patronat. [...]»

§ 21 Droit de vote et éligibilité des femmes, des soldats, des indigènes coloniaux. Droit de vote, à partir de 18 ans, des travailleurs des deux sexes. »¹

Le Parti communiste reprenait donc le programme et la tactique du Parti ouvrier de Jules Guesde. Mais il l'approfondissait sur plusieurs points essentiels. Tout d'abord, la prise du pouvoir par les travailleurs en Russie donnait une tout autre résonance aux déclarations révolutionnaires, y compris dans le cadre rassurant d'une élection municipale. Ensuite, l'Internationale communiste et sa section française, suivant également en cela les révolutionnaires russes, mettaient concrètement à l'ordre du jour le combat pour l'émancipation des femmes et le soutien aux révoltés des colonies. Pour montrer la valeur de son programme, le PC présentait des femmes et des travailleurs venus des colonies. Il avait trouvé une argutie juridique qui faisait que les préfets ne pouvaient invalider les femmes et les coloniaux qu'après l'élection, et sans que cela invalide les autres élus communistes. L'appel aux travailleurs des colonies n'était pas une simple démonstration électorale. Les militants du PC soutenaient, y compris par des manifestations de rue durement réprimées, les insurgés marocains qui luttaient alors dans le Rif pour leur indépendance.

À SAINT-DENIS

Dans les élections municipales, en 1881 comme en 1925 ou en 2020, la composition sociale des listes est en soi un programme politique. Les listes

du PC avaient alors fière allure, regroupant les militants ouvriers de la localité, ceux que l'on voyait dans les manifestations et les grèves, ceux qui défendaient et organisaient leurs camarades de travail et leurs voisins tout au long de l'année.

Saint-Denis, aujourd'hui en Seine-Saint-Denis, était le bastion industriel, ouvrier et communiste du département de la Seine. C'est dans cette ville que des grèves spontanées avaient éclaté en juin 1919, entraînant 120 000 métallurgistes de toute la région parisienne. À Saint-Denis, où la grève avait été générale, les travailleurs des différentes usines avaient élu leurs délégués dans un organisme bien vite dénommé, par ceux qui l'animaient comme par ceux qui le combattaient, le soviétique.

Aux précédentes élections municipales, en 1919, le PC n'existait pas et les travailleurs de Saint-Denis avaient élu la liste socialiste. En 1925, le PC se présenta sous son drapeau, partout où il pouvait le faire, y compris contre des maires socialistes sortants. Dans son livre *Saint-Denis la ville rouge*, Jean-Paul Brunet donne les précisions suivantes : sur les 31 candidats communistes dont on connaît la profession, il y avait trois employés et un représentant de commerce (la tête de liste, ancien adjoint au maire), dix métallurgistes, neuf gaziers de la même usine, cinq ouvriers divers, trois manœuvres². La présence de neuf ouvriers d'une même usine éclaire le travail militant pour la constitution de la liste, fondée sur la confiance entre camarades de travail et de lutte. L'âge moyen des candidats était de 35 ans et, parmi les jeunes travailleurs, on trouvait les responsables du parti et du comité intersyndical de la ville. Marie Chaix,

militante féministe et communiste, était également candidate. Le responsable politique de la campagne, Henri Barbé, n'était pas lui-même candidat, n'ayant pas atteint l'âge requis de 25 ans.

La liste communiste de Saint-Denis obtint 40 % des suffrages exprimés au premier tour et 49 % au second, ayant réussi à convaincre un millier de travailleurs supplémentaires de se déplacer pour voter pour leur classe. Marie Chaix, élue, fut invalidée par le préfet quelques semaines plus tard. Il y eut en tout dix militantes communistes élues, les dix premières en France, vingt ans avant que les femmes obtiennent le droit de vote.

À BEAUMONT, EN SEINE-ET-OISE

En région parisienne, le Parti communiste ne se présentait pas uniquement dans les bastions ouvriers où il pouvait s'adresser à des travailleurs politisés grâce au travail de plusieurs générations de militants. Il tentait également de s'implanter dans des villes tenues par la réaction, à Beaumont, en Seine-et-Oise (aujourd'hui dans le Val-d'Oise), par exemple. Voici ce qu'en disait un militant dans le journal *l'Humanité* :

« Fief réactionnaire, municipalité qui fit sien le programme du Bloc national lors des élections complémentaires de 1923. Municipalité de classe qui n'a pour la réaction cléricale et fasciste que sympathie et pour la classe ouvrière qu'indifférence et mépris. Parcourez cette ville, vous serez surpris d'y trouver un nombre inaccoutumé de maisons ouvrières malsaines et branlantes, de ruelles empuanties. Si vous êtes bigot, vous trouverez partout bon accueil

1 *Le Programme du Bloc ouvrier-paysan*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1925.

2 Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis la ville rouge. Socialisme et communisme en banlieue ouvrière. 1890-1939*. Paris, Hachette, 1980, p. 264.

car tout est entre les mains de l'Église: dispensaire, hôpital, école! Mais si vous avez l'honneur d'être un serviteur de votre classe et un soldat de la révolution, gare à vous! C'est la répression et le repérage constants! Plus de quinze camarades ont ainsi été expulsés successivement des diverses entreprises de la région. Inutile de dire qu'on ne peut trouver aucune protection, aucune aide à la mairie réactionnaire. Les familles de nos camarades n'y reçoivent aucune assistance. Luton [le maire] est l'adversaire résolu de toutes nos organisations: aucune maison du peuple n'a été envisagée par la municipalité, aucune subvention ne nous a été accordée à Beaumont [...]. Le prolétariat de Beaumont, groupé autour des candidats du Bloc ouvrier et paysan, aura sur le réacteur Luton sa juste revanche.»

La liste du Bloc ouvrier et paysan n'a pas été élue, mais il est probable que le parti est sorti aguerri de cette campagne, nouant de nouveaux liens, renforçant les anciens, donnant à ses électeurs ouvriers foi dans les idées communistes.

À HALLUIN, DANS LE NORD

Dans certaines des communes les plus rouges, le maire socialiste avait suivi et parfois même précédé ses électeurs ouvriers, combattant la guerre, soutenant la révolution russe et militant pour la création du Parti communiste. C'était le cas à Halluin, où la section socialiste, maire en tête, avait voté à l'unanimité l'adhésion à l'Internationale communiste en février 1921, deux mois après le congrès de Tours. De même, les militants de la Bourse du travail étaient unanimement du côté des révolutionnaires et pour cela ils furent exclus de la CGT. Ils rejoignirent la

CGTU, formée des syndicats et militants exclus comme eux, et pour les mêmes raisons, d'une CGT ralliée à l'ordre social depuis 1914. Dans cette ville de 15 000 habitants, dont la moitié d'ouvriers des filatures, ni la combativité ni l'organisation ne faisaient défaut aux travailleurs, confrontés aux patrons de combat, aux bas salaires et aux conditions de vie misérables.

Pour l'élection municipale de 1925, la liste communiste était donc conduite par le maire sortant, Gustave Desmettre, employé de la Bourse du travail. Elle obtint 47% des suffrages exprimés au premier tour. Tous ses élus étaient ouvriers, dont la moitié en filature.

Halluin est situé tout au nord de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, sur la frontière belge. Dès que des filatures y avaient été installées, des travailleurs étaient venus de Belgique pour y gagner leur pain. C'étaient les immigrés de l'époque, moins qualifiés, plus exploités, mal considérés par les gens de bien. Au début du siècle, des bagarres avaient opposé ouvriers français et ouvriers belges. Desmettre et le Parti communiste, s'adressant aux travailleurs les plus opprimés et voulant les organiser, étaient tout naturellement taxés de «candidats des Belges» par leurs adversaires, comme Guesde l'avait été à Roubaix trente ans plus tôt et comme tant d'autres militants l'ont été et le seront. Il suffit de modifier le terme «belge» par italien, breton, polonais, arabe ou migrant, suivant l'époque et le pays. En 1925, cela n'avait pas de prise sur les ouvriers d'Halluin.

Au lendemain de l'élection, le commissaire de police de la ville écrivait dans un rapport au préfet, cité par Michel Hastings: «*Un programme politique*

*quelconque est peu compris et n'intéresse pas les travailleurs, ce qui entre surtout en jeu ici, c'est la rivalité entre patrons et ouvriers. Ainsi les partis politiques font-ils plutôt du syndicalisme.»*³ Même l'épais cerveau policier finit par reconnaître la lutte de classe lorsque les travailleurs ont leur drapeau.

À DOUARNENEZ, DANS LE FINISTÈRE

Douarnenez, port de pêche de 13 000 habitants, tout au bout de la Bretagne, avait également un maire communiste sortant, Daniel Le Flanchec. Mais la ville avait surtout été le théâtre d'une longue et victorieuse grève des sardinières de novembre 1924 à janvier 1925. Les 3 000 ouvrières des 21 usines de la ville avaient entraîné les pêcheurs derrière elles, tenu tête aux patrons et aux forces de répression, résisté à la propagande cléricale, elles qui allaient à la messe tous les dimanches. Et elles avaient organisé un comité de grève décidant de tout, jusqu'au bout.

En l'absence de syndicat, les premières ouvrières à se mettre en grève étaient immédiatement allées voir le maire, seule autorité qu'elles savaient être de leur côté. Elles ne l'avaient pourtant pas élu, et pour cause, mais il était l'élu des marins, leurs frères, pères, maris et amis. C'est Le Flanchec qui leur avait alors conseillé de faire partir les autres en grève et les avait accompagnées en manifestation d'usine en usine. Le comité de grève, constitué quelques jours après, siégeait dans la salle du conseil municipal et utilisait l'autorité et les possibilités légales offertes par la municipalité. Pendant tout le mouvement, comité de grève et conseil municipal avaient fusionné de fait, organisant les

3 Michel Hastings, *Halluin la rouge 1919-1939. Aspects d'un communisme identitaire*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1991, p. 248.



Manifestation des sardinières grévistes à Douarnenez, début janvier 1925.

manifestations quotidiennes, nourrissant 3 000 grévistes et leurs familles, distribuant des laissez-passer ou les refusant, envoyant des émissaires pour tenter d'étendre la grève aux autres ports du Finistère. Le Flanchec avait mis au service de la grève tout ce qu'une mairie peut avoir de possibilités. Pour une fois, la loi, ne serait-ce que localement et provisoirement, était du côté des travailleurs. Le maire communiste avait donc recueilli l'affection des grévistes et cristallisé contre lui la haine du patronat. Il fut suspendu par le préfet, pour s'être interposé entre les forces de répression et les grévistes. Puis des briseurs de grève professionnels, payés par les patrons, furent envoyés à Douarnenez et tirèrent sur Le Flanchec, le blessant grièvement.

Le Parti communiste et la CGTU avaient envoyé des orateurs et des organisateurs, faisant de cette grève un événement national, montrant en exemple la lutte de ces ouvrières du bout du monde. Après l'attentat contre Le Flanchec, l'opi-

nion publique prit fait et cause pour les ouvrières grévistes. Le patronat fut alors contraint de reculer et de venir signer sa défaite devant le comité de grève et les représentants de la CGTU, dans la mairie dirigée par des communistes.

À la fin de la grève, les travailleuses étaient fières d'avoir obtenu leur augmentation de salaires, fières de s'être toutes, ou presque, syndiquées et fières en outre de voir une des leurs, Joséphine Pencalet, élue conseillère municipale en quatrième position sur la liste communiste. Elle siégea seize semaines, avec Le Flanchec réélu triomphalement, avant d'être invalidée.

Dans la campagne électorale, outre les attaques contre les grévistes, la réaction avait utilisé contre Le Flanchec le fait qu'il n'était pas natif de Douarnenez. On imagine comme le patriotisme de clocher était et reste puissant, idéologie de ceux qui ne peuvent accéder à aucune autre, dans une petite ville où les familles se

connaissent de génération en génération. Voici la réponse du militant communiste, cité par son biographe: «*Ils disent: pas d'étranger à la mairie. Tas de farceurs, alors que le recteur, le percepteur, les mareyeurs et les voleurs sont soit de Saint-Thégonnec ou de Tombouctou mais défendent l'intérêt de leur classe et nous autres la nôtre.*»⁴

Dans la brochure consacrée à ces événements, le PC écrivait: «*La grève de Douarnenez démontre à quel point, en unissant ses possibilités d'action économique et politique, le prolétariat se trouve renforcé dans la lutte. Elle prouve en particulier combien, dans une ville ouvrière, il importe pour les travailleurs de conquérir la mairie, afin de disposer de toutes les prérogatives municipales dans un intérêt de classe.*

Et l'exemple de Douarnenez prouve aussi, par la suspension du maire communiste décidée par un préfet dévoué au patronat mais avec l'assentiment d'un ministre "de gauche", que ces avantages, si réels qu'ils soient,

4 Jean-Michel Le Boulanger, *Ni dieu, ni maître? Flanchec (1881-1944) ou l'étrange parcours d'un insoumis*, Douarnenez, Mémoire de la Ville, 1998, p. 108.



COLL. LE DOARÉ

Le Comité de grève des Penn sardines fin 1924, fusionnant les grévistes et la municipalité communiste. Daniel Le Flanchec au premier rang, le quatrième à partir de la droite.

sont limités et fragiles, le pouvoir d'État restant toujours, tant que l'acte révolutionnaire n'aura pas été accompli, aux mains de la bourgeoisie capitaliste.»⁵

On ne saurait mieux dire quels que furent les résultats généraux, en recul de fait par rapport aux législatives de 1924, des listes communistes en 1925. La direction du PC s'efforça d'oublier bien vite cette leçon et quelques autres, pour devenir en moins d'une décennie l'un des remparts de l'ordre social capitaliste. Pourtant, près d'un siècle plus tard, avec les mêmes principes, la constitution de listes prolétariennes dans le plus grand nombre possible de municipalités peut à nouveau être une étape dans la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

13 janvier 2020

5 Daniel Renoult et Maurice Simonin, *La grève de Douarnenez. Ses enseignements. Son histoire*, Paris, Librairie de l'Humanité, 1925.



Fine Pencalet



WORDPRESS.COM

Joséphine Pencalet, militante active de la grève des sardinières, élue au conseil municipal de Douarnenez en 1925.



Derrière l'intelligence artificielle, l'exploitation continue

Voitures autonomes, traduction automatique, logiciels de reconnaissance d'images ou de personnes, système de navigation autonome : qu'elle suscite enthousiasme ou inquiétude, l'intelligence artificielle (IA) semble prendre une place de plus en plus grande dans la société. Après les robots capables de remplacer des ouvriers sur des chaînes de production, apparus dans les années 1980, des systèmes dits intelligents effectuent aujourd'hui le travail des comptables, des conseillers financiers et même des avocats. Vingt ans après la victoire, en 1996, de l'ordinateur d'IBM Deep Blue contre le champion d'échecs Garry Kasparov, une autre machine, AlphaGo, appartenant à Google, est devenue championne du monde au jeu de go, pourtant réputé très difficile à maîtriser.

Mais, plutôt qu'un progrès considérable pour l'humanité, permettant de prolonger le cerveau humain, l'IA apparaît à beaucoup comme une menace qui pourrait supprimer des millions d'emplois à court terme dans le monde. Certains vont jusqu'à prédire la fin du travail. D'autres s'inquiètent de l'emprise grandissante de l'IA sur nos vies et, derrière elle, des entreprises qui en ont la maîtrise, comme Google, Facebook ou Amazon, accusées de surveiller toute la planète en recueillant, compilant et stockant les données personnelles de ses habitants. Mais discuter d'une technique, aussi performante soit-elle, sans discuter de la société dans laquelle elle est apparue, des conditions sociales dans lesquelles elle est mise en œuvre et à qui elle profite, n'a pas de sens. Derrière les progrès technologiques qui ont permis les avancées spectaculaires de l'IA, on retrouve l'exploitation de travailleurs à un pôle, et l'accumulation de profits à l'autre.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, UN ABUS DE LANGAGE

Le terme « intelligence artificielle » a été inventé en 1955 par John McCarthy, un professeur de mathématiques qui travaillait sur les machines de Turing, ancêtres des ordinateurs. Alan Turing (1912-1954), spécialiste du cryptage et des algorithmes, avait posé en 1950 un critère pour qualifier une machine d'intelligente : qu'elle puisse passer pour un humain lors d'une conversation en aveugle avec un véritable humain.

La notion d'intelligence artificielle est pour le moins une exagération. Elle n'a rien à voir avec l'intelligence humaine. C'est une intelligence dite faible, essentiellement capable de trier et de traiter une masse de données de plus en plus gigantesque, en un temps record, avec des algorithmes conçus par des mathématiciens. C'est ce que le physicien Hubert Krivine appelle « l'irrationnelle ef-

ficacité des données¹ ». L'IA est capable de prédire des résultats mieux et beaucoup plus vite que l'intelligence humaine, mais elle n'est pas capable de comprendre, encore moins d'innover. Elle établit des corrélations entre des phénomènes sans comprendre les liens de causalité qui les relient. Cela peut conduire à de grossières erreurs. Et quand la situation est inédite, la machine échoue. Pour les mêmes raisons, l'IA reproduit les biais et les préjugés des données qui ont servi à l'entraîner. Ainsi en 2016 Tay, une IA développée par Microsoft pour échanger des messages sur les réseaux sociaux, a mis moins d'une journée pour lancer des tweets racistes et négationnistes, en s'alimentant de tous les messages qu'elle a trouvés sur la toile.

Si le cerveau humain traite et analyse lui aussi des données, les idées et les raisonnements, tout comme les sentiments ou les intuitions qu'il ressent ou exprime, ne résultent pas d'une simple accumulation d'infor-

1 Hubert Krivine, *Prévoir sans comprendre, comprendre sans prévoir*, Éditions Cassini, 2018.

mations. L'expérience personnelle et sociale d'un individu contribue beaucoup à sa prise de décision. Un système d'aide à la décision médicale peut être plus rapide et efficace qu'un médecin pour analyser les symptômes et les images médicales, mais guérir un patient ne se réduit pas à analyser des données sur sa pathologie; cela nécessite de l'interroger et de l'écouter, pour connaître ses antécédents et sa situation.

DES PROGRÈS LONGTEMPS LABORIEUX

Depuis les années 1950 et les balbutiements de l'IA, les progrès en informatique ont eu lieu par paliers successifs. La puissance des calculateurs n'a cessé d'augmenter. L'invention du transistor a permis la miniaturisation des composants électroniques. En 1971, Intel commercialisait le premier microprocesseur, qui exécute les milliers d'opérations élémentaires des programmes informatiques. Mais les avancées dans l'IA ont été suivies de stagnations, car les promesses faites par ses laudateurs – dès 1958 certains annonçaient : « *D'ici dix ans, un ordinateur sera champion du monde des échecs* » – tardaient à se réaliser. Les obstacles techniques, notamment la trop faible puissance de calcul des machines, se multipliaient. En conséquence, les financements, publics ou privés, se sont amenuisés.

Entre 1980 et 1987, l'IA connut un nouveau boom, avec la mise au point des « systèmes experts », des logiciels capables de répondre à des questions, en effectuant un raisonnement à partir de faits et de règles connues, regroupés dans des bases de données, pour un domaine précis. Dans la même période, les chercheurs ont exploré de nouvelles voies pour que des machines soient capables

de trier, de classer, de faire des choix entre deux options et même d'améliorer elles-mêmes leurs performances. C'est le connexionnisme, qui imite le cerveau biologique en reconstituant des réseaux de neurones artificiels, entraînés par des algorithmes pour reconnaître des images, des contours, des visages. Cette méthode, appelée le *deep learning* ou « apprentissage profond », est connue depuis trente ans. Mais la puissance des ordinateurs et leur vitesse de calcul sont restées longtemps trop faibles pour que les résultats soient probants.

Cette phase de développement de l'IA, dans les années 1980, coïncidait avec un essor des nouvelles technologies qui attiraient des masses de capitaux à la recherche, déjà, de placements. Des centaines de millions de dollars ont afflué vers ce secteur, jusqu'à ce que cette bulle éclate une première fois en 1987. Les crédits furent alors coupés. L'IA disparut de la une des journaux.

Il fallut attendre le milieu des années 2000, avec l'augmentation des performances des processeurs puis le développement d'Internet, pour qu'elle revienne sur le devant de la scène. Pour donner une idée de ces puissances de calcul, l'université de Reims Champagne-Ardenne a acquis récemment Roméo, un ordinateur capable de réaliser un million de milliards d'opérations par seconde. L'accumulation massive de données, les *big data*, rend possibles et efficaces les opérations d'apprentissage profond des systèmes d'IA. Cette collecte des données s'est emballée : chaque jour, 2,5 milliards de milliards d'octets sont collectés. 90 % des données disponibles dans le monde ont été collectées au cours des deux dernières années.

LA MINE D'OR DES BIG DATA

La collecte des données personnelles de centaines de millions, sinon de milliards d'utilisateurs, pour les transformer au bout du compte en publicité et en profits, est devenue un métier. C'est celui des opérateurs d'Internet, Google, Facebook, Amazon et les autres Gafam (acronyme formé sur leurs noms).

Dès 2001, Larry Page, cofondateur de Google, déclarait : « *Notre domaine, ce sont les informations personnelles [...]. Les endroits qu'on a vus. Nos communications [...]. Les capteurs ne coûtent rien [...]. Le stockage ne coûte rien. Les appareils photographiques ne coûtent rien. Les gens vont générer d'énormes quantités de données [...]. Tout ce que vous aurez entendu, vu ou éprouvé deviendra consultable. Votre vie entière deviendra consultable.* » En 2003, trois des informaticiens de Google déposaient un brevet intitulé « Générer des informations utilisateurs à des fins de publicité ciblée ». Leur invention visait « à établir les informations de profils d'utilisateurs et à utiliser ces dernières pour la diffusion d'annonces publicitaires », autrement dit, à recueillir des données sur le comportement des utilisateurs pour leur envoyer des publicités ciblées.

Introduit en Bourse en 2004, Google est devenu en 2018 l'une des cinq premières entreprises mondiales par sa capitalisation boursière. Celle-ci équivaut au PIB de l'Argentine. Elle est quatre à cinq fois plus grande que celle d'une entreprise traditionnelle comme Total, alors que Google ne produit que des services d'une valeur assez faible, et rien de matériel. Une telle valeur boursière, largement virtuelle, est le fruit de la spéculation. Ceux qui achètent des actions de Google ou de Facebook anticipent la montée

du cours de ces actions, pour les revendre avec bénéfice. Ces valorisations boursières déliantes reflètent aussi le fait que les masses de capitaux disponibles ne trouvent pas de débouchés dans d'autres secteurs productifs attractifs. C'est un des signes de la maladie incurable de l'économie capitaliste. En outre, la valeur boursière de ces entreprises peut chuter aussi vite qu'elle s'est envolée : la capitalisation de Facebook a chuté de 120 milliards de dollars en une seule journée, fin 2018, après la révélation de fuites géantes de données personnelles.

Cela dit, la puissance financière des Gafam leur permet de constituer des monopoles en rachetant, parfois au prix fort, des centaines d'autres sociétés spécialisées dans la collecte de données personnelles. Ainsi Facebook a racheté en 2014 l'application WhatsApp pour la bagatelle de 19 milliards de dollars. Google a racheté Waze, une start-up qui a développé une application de navigation par GPS concurrente de Google Maps, pour 1,2 milliard de dollars. Alphabet, la maison mère de Google, a racheté plus de 230 entreprises depuis sa création. Outre Google, qui possède Android ou Youtube, Alphabet a développé une dizaine de filiales qui font de la recherche et du développement dans les secteurs de la santé, de l'intelligence artificielle, de la robotique, des matériaux, des transports ou encore de la cybersécurité, et même de l'agriculture. Sans surprise, en dépit de sa devise, « Don't be evil » (Ne faites pas le mal), des fuites ont révélé que Google travaillait avec l'armée américaine pour développer des drones tueurs. En 2018, des salariés de Microsoft et d'Amazon avaient dénoncé la vente de logiciels de reconnaissance faciale à la police des frontières américaine.



Des serveurs dans un data center, brassant d'énormes quantités de données.

Le marché des appareils connectés ne cesse d'augmenter. Il y aurait 22 milliards d'appareils connectés en 2019 dans le monde, contre 15 milliards en 2016, et 40 milliards attendus en 2025. Là encore, l'objectif principal des entreprises de ce secteur, comme Sleep Number qui fournit des lits dits intelligents car dotés d'une technologie de suivi du sommeil, est de collecter des données biométriques et des données sur les mouvements des dormeurs, leurs positions, leur respiration et leur fréquence cardiaque, voire sur les sons émis dans la chambre. Toutes ces informations permettent la constitution de bases de données pour entraîner des systèmes d'IA d'aide à la décision médicale.

Drainer une masse toujours plus grande de données personnelles permet aux entreprises du numérique de les monnayer ensuite au prix fort, soit à travers la publicité payante ciblée, soit pour développer des systèmes d'IA dans divers domaines. Le recueil de données et le rachat des start-up prometteuses ne sont pas la seule source d'enrichissement de ces sociétés. Comme toutes les entreprises capitalistes, c'est d'abord en exploitant, directement ou par la sous-traitance, des travailleurs partout dans

le monde qu'elles enrichissent leurs actionnaires.

LES FORÇATS DU NUMÉRIQUE

Derrière l'image cool de geeks californiens comme Mark Zuckerberg, Larry Page et les fondateurs des Gafam, se cache l'exploitation. Si les ingénieurs informaticiens ne sont pas les plus exploités du monde, les cols-bleus de la Silicon Valley, les employés des cantines de Facebook ou d'Alphabet, les agents de sécurité, les employés du ménage, les chauffeurs, eux, doivent cumuler trois emplois pour survivre. L'industrie du numérique n'est pas virtuelle. Elle a besoin de supports matériels, ordinateurs, téléphones, réseaux, unités de stockage des données de plus en plus gigantesques, etc. Ce sont des milliers de tonnes de semi-conducteurs et autres composants électroniques, de cuivre et autres métaux, de terres rares, de coltan ou d'étain, extraits dans des mines au Congo, transformés ou assemblés en Chine, au Bangladesh ou ailleurs, dans des conditions épouvantables. Aucun progrès dans l'IA n'est possible sans le travail bien réel et sous-payé de travailleurs du monde entier.

Un reportage de Cash investigation diffusé en septembre 2019 a mis en lumière une autre forme d'exploitation. Il s'agit des salariés sous-payés pour entraîner les systèmes d'IA. Avant qu'un logiciel soit capable de reconnaître un visage particulier parmi tous les autres, ou une empreinte significative sur des clichés d'IRM, il est indispensable de lui faire subir un apprentissage dit supervisé. Cette éducation initiale incombe à des humains dont la tâche est d'entourer la figure à identifier sur des milliers de photos, ou de cliquer pour valider. Payés de 0,01 à 0,12 dollar le clic, les plus entraînés, en travaillant huit heures par jour, cinq jours par semaine, sur leur propre ordinateur, gagnent entre 400 et 500 dollars mensuels. Dans ce travail d'éducation de l'IA, il peut y avoir l'entraînement de drones tueurs sans que celui qui valide les images puisse le savoir. Dans la même rubrique, Facebook fait travailler 15 000 modérateurs, payés 800 euros par mois, pour visionner des heures d'images ou de vidéos postées par les utilisateurs pour écarter celles que Facebook juge violentes, pornographiques ou dégradantes. Outre que les critères de censure sont imposés

par Facebook, les modérateurs subissent en permanence des chocs psychologiques parfois graves à cause des images insoutenables qu'ils doivent regarder, sans le moindre suivi médical. Internet permet de délocaliser ces emplois ingrats partout dans le monde. Les géants du numérique les soustraient à de multiples sociétés et se lavent les mains des conditions dans lesquelles cette nouvelle catégorie de travailleurs, les forçats du clic, est exploitée.

Les progrès du numérique et de l'informatique, couplés à ceux de la mondialisation, ont fait le succès d'Amazon. Mais les algorithmes et les logiciels performants servent en premier lieu à organiser l'exploitation des travailleurs. Les préparateurs de commandes d'Amazon sont sous la surveillance constante de leur scan, le petit terminal portable qui indique les marchandises à rassembler. Ce scan ne leur indique pas seulement le travail à faire, il les suit à la trace dans l'entrepôt, chronomètre chaque opération, les réprimande s'ils restent trop longtemps aux toilettes. Ces conditions de travail éreintantes et stressantes s'ajoutent à des salaires au plancher. Chez Amazon, l'IA a renouvelé *Les temps modernes*

de Charlie Chaplin, inspiré du travail à la chaîne dans les usines automobiles du début du 20^e siècle, mais n'a rien changé à l'exploitation.

LES ROBOTS ET L'IA VONT-ILS REMPLACER LES TRAVAILLEURS ?

Pendant la campagne présidentielle de 2017, Benoît Hamon avait défendu la mise en place d'un revenu universel en invoquant « *la raréfaction inéluctable du travail* » à cause du développement de l'IA et des robots. Le mensuel de la CGT, *Ensemble*, a récemment donné la parole à Bernard Stiegler, philosophe, directeur de l'Institut de recherche sur l'innovation et auteur d'un livre intitulé *L'emploi est mort, vive le travail!* dans lequel il écrit : « *Sous l'effet de l'automatisation intégrale et généralisée, [...] les salariés deviendront une sorte de résidu d'une époque révolue. Il y aura, certes, encore des emplois parce que, dans certains secteurs, on continuera à avoir besoin d'une main-d'œuvre humaine prolétarisée, mais cela deviendra exceptionnel*². » La conclusion de Stiegler est qu'il faut déconnecter l'emploi et le revenu, pour distribuer des « allocations de ressources » ou un « revenu contributif ». Cette sorte de revenu universel serait payée par la collectivité, c'est-à-dire prélevée sur les budgets de solidarité, donc la part socialisée de richesses qui revient aux travailleurs. Il n'est surtout pas question de faire payer les capitalistes !

Stiegler reprend à son compte diverses études, comme celle publiée en 2013 par deux chercheurs de l'université d'Oxford,

² Bernard Stiegler, *L'emploi est mort, vive le travail*, Mille et une nuits, 2015.



Chez Amazon les préparateurs sont munis d'un scan qui les contrôle en permanence.

Frey et Osborne³, affirmant que 47 % des emplois américains étaient à haut risque, c'est-à-dire « *potentiellement automatisables à une échéance non spécifiée, peut-être une décennie ou deux* ». S'il est indéniable que l'automatisation supprime des emplois, ces chiffres spectaculaires sont contestés par d'autres études. Un rapport de l'OCDE, publié en 2016, indique quant à lui que « *9% des emplois seulement sont confrontés aux États-Unis à une forte probabilité d'être automatisés, au lieu de 47% selon Frey et Osborne* »⁴.

Les emplois supprimés par l'introduction de robots ont longtemps été des postes d'ouvriers dans l'industrie ou sur les caisses des supermarchés. Même en Chine, l'atelier du monde, avec des travailleurs mal payés, le gouvernement a lancé en 2015 un plan dit Robots 2025 pour augmenter l'automatisation dans les usines. Interrogé en janvier 2018 par un journaliste d'Envoyé spécial, le directeur d'une immense usine Hisense installée dans le sud de la Chine, sous-traitant pour Hitachi, Sharp et Whirlpool, expliquait qu'il investit dans un robot dès que son coût est inférieur au salaire de deux années du salaire d'un ouvrier. En trois ans, cette usine a supprimé 3 000 emplois sur 8 000. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt : partout dans le monde, même dans les usines très robotisées, les tâches dures, ingrates et peu qualifiées continuent d'être effectuées par des ouvriers sous-payés. C'est en substance ce que déclarait au journal *Les Échos* le directeur d'un institut de recherche sur le numérique : « *Plus le coût est faible, moins l'intérêt de remplacer le travailleur par une machine est élevé* »⁵. Désormais l'introduction de logiciels intelligents supprime des emplois de



FLICKR/STEVE JURVETSON

Des robots dans l'usine Tesla, en Californie.

comptables, d'analystes financiers, d'employés de banque ou d'assurance. Il s'agit justement d'emplois qualifiés et plutôt bien payés.

Mais, si la numérisation et l'automatisation suppriment des emplois, combien ont été supprimés par des fermetures d'entreprises suite à des restructurations, des délocalisations, des gains de productivité, sans introduire ni robots ni logiciels intelligents ? Car la principale cause des suppressions d'emplois, ce n'est pas l'automatisation, c'est l'aggravation de l'exploitation dans une économie en crise et en stagnation. Les dizaines de milliers d'emplois supprimés en ce moment par les banques européennes sont autant, sinon plus, le fait du ralentissement économique, des incertitudes de leurs patrons sur l'avenir, que des effets de l'IA.

Introduire des machines permettant de produire plus vite et à une plus grande échelle, pour baisser le temps de production,

caractérise le capitalisme depuis ses débuts. Les robots et les systèmes dotés d'une IA sont des machines perfectionnées. À toutes les époques, cette introduction s'est faite dans la douleur pour les travailleurs. Certains étaient rejetés au chômage, tandis que ceux embauchés pour faire fonctionner les nouvelles installations étaient encore plus exploités qu'avant. Tant que le système s'étendait et se développait, de nouveaux emplois étaient créés. Ce qui caractérise la période actuelle, bien plus que la performance des machines dites intelligentes, c'est la stagnation de l'économie et l'incapacité des capitalistes à développer les forces productives, et même à renouveler celles qui s'usent, faute de marchés en perspective.

Tant que les moyens de production appartiendront à des capitalistes privés, les gains de productivité permis par les machines, intelligentes ou pas, ne pourront pas profiter aux

3 Carl Benedikt Frey & Michael A. Osborne, *The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation?* (L'avenir de l'emploi: comment les emplois sont susceptibles d'être informatisés?), Oxford University Press, 2013.

4 M. Arntz, T. Gregory, U. Zierahn, *Les risques de l'automatisation pour l'emploi dans les pays de l'OCDE*, OCDE, 2016.

5 « Les cinq métiers les plus menacés par l'intelligence artificielle », *Les Échos*, 21 août 2018.



Fin 2018, dans plusieurs villes d'Europe, des travailleurs d'Amazon ont protesté contre leurs conditions de travail, lors du Black Friday.

travailleurs, et les inventions qui pourraient réduire la pénibilité générale du travail se traduiront par une exploitation plus forte encore de certains travailleurs. Le capitalisme a toujours été le mariage de prouesses scientifiques ou techniques extraordinaires avec la pire exploitation de l'homme.

Pour autant, pas plus que l'introduction des machines au 19^e siècle n'a empêché les travailleurs de s'organiser pour se défendre collectivement, l'introduction des robots et de l'IA au 21^e ne met un terme à la lutte de classe. Si Luc Ferry, ex-ministre de Sarkozy, a pu dire lors d'un colloque sur le sujet, en 2018: «*Le robot ne boit pas, ne fume pas, n'est pas syndiqué à la CGT et ne fait pas grève. Les patrons en rêvent*», il risque d'en être pour ses frais. Les travailleurs qui occupent les emplois sous-payés générés par le numérique, comme ceux qui triment dans les ateliers aux côtés des robots, ou ceux qui

participent à leur fabrication, continuent de créer la plus-value et donc les profits des patrons. Ils sont indispensables au fonctionnement de l'économie et cela leur donne un rôle central pour changer la société.

Cela fait plus d'un siècle que l'économie mondiale est mûre pour le socialisme, que tous les éléments de planification existent, mais qu'ils sont mis en œuvre par les grandes firmes, pour leur profit, sans supprimer ni la concurrence entre elles, ni le gâchis qu'elle engendre. Le numérique et l'intelligence artificielle ne sont pas seulement des moyens de faciliter la vie des hommes, de supprimer des travaux pénibles, dangereux ou fastidieux, de démultiplier leurs compétences. Ils sont des outils de planification que Marx ou Lénine n'imaginaient même pas. Ils offrent à l'humanité des instruments puissants pour recenser, à la fois localement et à l'échelle planétaire, les ressources, l'énergie

et les besoins de chacun. Ils permettent d'organiser de façon rationnelle et planifiée la production, le transport et la distribution de tous les biens nécessaires à tous, tout en préservant la planète et surtout en réduisant le travail de chaque être humain. Couplés aux capacités de production déjà existantes, ils permettraient de réduire au minimum le travail productif tout en permettant à chaque être humain d'apporter sa contribution au fonctionnement de la société. La formule de Marx, «*à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités*», pourrait enfin devenir réalité.

Mais rien de tout cela n'est possible sans que les travailleurs, toutes catégories confondues, arrachent des mains de la grande bourgeoisie le contrôle sur l'ensemble des moyens de production.

14 janvier 2020

Les autres publications de Lutte ouvrière

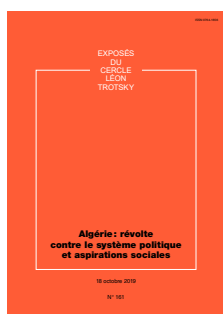
L'hebdomadaire

lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix: 1,20 €.

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris, des réunions du Cercle Léon Trotsky, lors desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences:

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales
(n° 161, 18 octobre 2019)

Le capitalisme, un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser
(n° 159, 22 février 2019)

L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes
(n° 158, 19 janvier 2019)

Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital
(n° 157, 17 novembre 2018)

80 ans après la fondation de la Quatrième Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités
(N° 156, 19 octobre 2018)

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail national: www.lutte-ouvriere.org

Brochures et livres

Les dernières publications



Contre le grand capital, le camp des travailleurs
Meeting de la campagne européenne de Lutte ouvrière, à la Mutualité, 10 mai 2019.
1 €.



Mai-juin 1968 - Souvenirs de militants ouvriers
Publié à l'occasion du cinquantième de la grève générale de 1968.
544 pages, 18 €.

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes. Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Dernières parutions

Negroes with guns de Robert F. Williams

Dans l'atelier du monde d'Alan Grey

La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer de V. I. Lénine

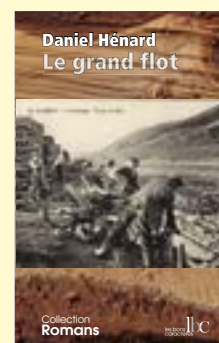
Les Compagnons de la Charte, de G. Trease

À paraître
(février 2020):

Le grand flot
de Daniel Hénard

(en souscription jusqu'au 31 janvier 2020
Prix: 9 € TTC)

Prix public: 15 € TTC



AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX http://www.uatci.org

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 € Correspondance: Das rote Tuch, Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd Adresse: BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE http://www.lutte-ouvriere.be et http://www.arbeidersstrijd.be

ESPAGNE



Correspondance: boletinvozobrera@yahoo.es APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA http://www.vozobrera.org



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique six mois: 13 \$ - un an: 26 \$ Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203 http://www.the-spark.net



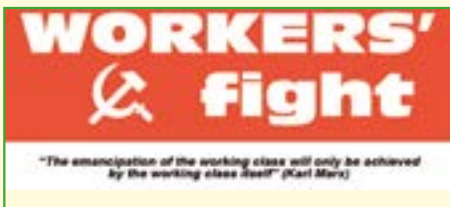
Revue trimestrielle publiée par The Spark Abonnement par avion, sous pli fermé USA, Canada, Mexique, un an (4 numéros): 16 \$ Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$ PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste Prix: 1,20 € Abonnements: France - DOM TOM, six mois: 20 €; un an: 40 € Autres pays, par avion, sous pli fermé: nous consulter Versements à LUTTE OUVRIÈRE - CCP PARIS 26 274 60 R www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel Abonnement: écrire à la boîte postale http://www.w-fight.org contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers'Fight BM ICLC - LONDON WC1N 3XX Abonnement 1 an: GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 € Guadeloupe: Combat ouvrier - Philippe Anaïs 1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille - 97128 GOYAVE Martinique: Combat Ouvrier - Louis Maugée BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX http://www.combat-ouvrier.net

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI) BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA Abonnement 1 an: 12 € http://www.linernazionale.it - contact e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe) Mensuel trotskyste Correspondance: BM ICLC - LONDON WC1N 3XX http://www.sinifmucadelesi.net